



*Au service
des peuples
et des nations*



REPUBLIQUE DU MALI

Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD)
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)

NATIONS UNIES

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)
Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)

PROJET

Initiative Pauvreté Environnement (IPE-Mali)

RAPPORT D'ACTIVITES ANNUEL 2015

Janvier 2016

TABLE DES MATIERES

I.	DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET	3
II.	APERÇU SUR LE PROJET	5
III.	RESULTATS ATTENDUS, INDICATEURS, ACTIONS ET ACTIVITES PREVUES.....	8
IV.	PROGRES REALISES AU COURS DE L'ANNEE 2015	12
V.	PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DES ETUDES 2015.....	23
VI.	HISTOIRE DE SUCCES/ D'INTERET HUMAIN	43
VII.	LEÇONS APPRISES	43
VIII.	RISQUES ET HYPOTHESES	44
IX.	DEVELOPPEMENT DES CAPACITES	46
X.	ANNEXES	47
	Annexe 1 : Plan de Travail Annuel 2015 (version initiale)	48
	Annexe 2 : Plan de Travail Annuel 2015 (Version révisée 1)	54
	Annexe 3 : Plan de Travail Annuel 2015 (Version révisée 2)	61
	Annexe 4: Matrice de rapportage (Annexe à la section narrative).....	66
	Annexe 5 : Journal de risques du projet	88
	Annexe 6 : Journal des problèmes (ou des difficultés) du projet	88
	Annexe 7 : Journal des leçons apprises	88
	Annexe 8 : Genre	89
	Annexe 9: Développement des capacités.....	90
	Annexe 10 : état d'exécution du budget 2015.....	92

ACRONYMES

AEDD	: Agence de l'Environnement et du Développement Durable
CDMT	: Cadre de Dépenses à Moyen à Terme
CMP	: Cadre de Mesure de Performance
CSCR	: Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté
CSLP	: Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté
EES	: Evaluation Environnementale Stratégique
IDEP	: Institut Africain de Développement Economique et de Planification
IPE	: Initiative Pauvreté et Environnement
MLI	: Mali
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	: Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PTA	: Plan de Travail Annuel
TDR	: Termes de Référence
UNDAF	: Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au développement
US\$: Dollar Américain
MEADD	: Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable
MEF	: Ministère de l'Economie et des Finances
GAR	: Gestion Axée sur les Résultats
GPAR	: Gestion des projets/programmes axée sur les résultats
PDA	: Politique de Développement Agricole

I. DESCRIPTION SOMMAIRE DU PROJET

Titre du projet : Projet Initiative Pauvreté et Environnement (IPE-Mali)

Numéro award du projet (référence ATLAS) :

PNUD/TRAC (04000)	MLI10/00046427/00040874
IPE/AFRIQUE (30000)	NDP1/00075132/00088621
Gouvernement du Mali	MLI10/00046427/00040874

❖ Agence d'exécution

La tutelle administrative et financière du projet IPE-Mali est assurée par le Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD) qui en est l'agence d'exécution. Le MEADD aura pour mandat d'assurer le développement de protocoles d'accord avec les programmes connexes existants.

❖ Agence de réalisation/ de mise en œuvre

L'Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD) est l'agence de réalisation. L'AEDD est le responsable technique de la mise en œuvre du projet, notamment à travers la Cellule nationale de Coordination.

❖ Bailleurs

Le projet est financé par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)/Kenya, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)/Mali, et le Gouvernement du Mali.

❖ Durée du projet: 2014-2017

- **Date de démarrage** : Janvier 2014
- **Date de clôture** : Décembre 2017

❖ Budget total

Comme indiqué dans le nouveau document de projet, le montant total du financement de cette nouvelle phase du projet s'élève à la somme de **3 600 000 USD** et repartit comme suit :

- contribution du Gouvernement du Mali : **857 600 USD** ;
- contribution du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) : **1 200 000 USD**;
- contribution du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) : **1 600 000 USD**.

Le tableau ci-dessous donne la répartition du budget par contributeur et donne le taux de financement pour chacun.

Partenaires	Contributions en USD	%
PNUE - IPE – Afrique	1 600 000	45
PNUD – Mali	1 200 000	33
Gouvernement - Mali	800 000	22
Totaux	3 600 000	100

❖ Repartition annuelle des contributions

- Le montant de la contribution financière du Gouvernement s'élève à 800.000 US\$ durant les quatre années du projet soit, 200,000 US \$/an ;
- L'IPE PNUE-PNUE Afrique s'engage à contribuer à hauteur de 400,000 USD par an soit 1 600 000 USD pour la réalisation des objectifs de l'IPE/Mali durant les (04) quatre ans ;
- Le PNUD-Mali s'engage à fournir une contribution financière directe à hauteur de 300,000 US\$ par an soit 1 200 000 USD pour l'exécution de l'IPE/Mali.

Le tableau ci-dessous donne la répartition du budget par contributeur et par an :

Partenaires	Contributions en USD/ans				Totaux
	2014	2015	2016	2017	
PNUE - IPE – Afrique	400 000	400 000	400 000	400 000	1 600 000
PNUD – Mali	300 000	300 000	300 000	300 000	1 200 000
Gouvernement - Mali	200 000	200 000	200 000	200 000	800 000
Totaux	900 000	900 000	900 000	900 000	3 600 000

❖ Objectifs du projet

Les objectifs du projet Initiative Pauvreté -Environnement (IPE) du Mali consistent à renforcer la contribution de la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles à la réduction de la pauvreté, à la croissance économique durable et à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et ceux du Mali au-delà de 2015. Mis en œuvre par le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD) en collaboration avec la Cellule technique du CSLP du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), la phase actuelle objet du présent document de l'IPE/Mali entre dans le cadre de la Phase II de l'IPE globale qui permettra au Mali de consolider les acquis antérieurs et actuels du programme en termes d'intégration des liens pauvreté-environnement dans les processus de planification nationaux et /ou sectoriels - notamment dans le Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) et Plans de Développement y afférents.

❖ **But du projet**

Le but du projet est d'améliorer la mise en œuvre des objectifs de développement par une meilleure intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques, plans et cadres budgétaires associés pour une meilleure utilisation des ressources naturelles en tant que composante clé de la lutte contre la pauvreté.

❖ **Période de rapportage**

Le présent rapport couvre l'année 2 de mise en œuvre du projet. Il porte sur la période allant du 01 janvier au 31 décembre 2015.

II. APERÇU SUR LE PROJET

Le gouvernement du Mali en relation avec ses partenaires a exprimé, au cours de ces dernières années, sa volonté de faire de la prise en compte des liens pauvreté-environnement l'une des modalités essentielles de la mise en œuvre du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté 2012 -2017 (CSCR 2012- 2017)). Il s'agit, d'une part, de rendre les actions environnementales plus efficaces au profit des pauvres et, d'autre part, de mettre en place des plans de renforcement des capacités nationales et locales, voire de nouveaux instruments permettant aux populations d'utiliser rationnellement et efficacement les ressources naturelles et de gérer durablement leur environnement.

C'est dans ce cadre que le projet IPE-Mali pour «**le renforcement des capacités nationales et locales pour une meilleure articulation de la politique environnementale avec la lutte contre la pauvreté**» a été initié conjointement par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Il a démarré en fin d'année 2005 - précisément en Septembre après la nomination du Point Focal du Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement et la mise en place d'une Cellule de Coordination pilotée par le PNUD.

2.1. Les effets

- ❖ **Effet UNDAF** : Les groupes vulnérables y compris des populations déplacées disposent des capacités leur permettant de vivre dans un environnement sain et sont mieux protégés contre les maladies hydriques.
- ❖ **Effet du CPAP / Sous-programme pauvreté** : Un développement durable promu par une meilleure gestion de l'environnement par les secteurs privé et public, et en particulier les collectivités locales est renforcé.

2.2. Produits attendus

- ❖ **Produit 1**: Les capacités institutionnelles pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques et stratégies nationales de développement sont renforcées en appui à la durabilité environnementale pro-pauvre ;
- ❖ **Produit 2** : Les mécanismes de planification et d'allocation budgétaires ainsi que les cadres de dépenses publiques sont améliorés/institutionnalisés pour une meilleure intégration des objectifs pauvreté-environnement, des changements climatiques et

du genre dans les politiques macroéconomiques et sectorielles pour une croissance économique durable pro-pauvre ;

- ❖ **Produit 3** : Les cadres de dialogue et d'échanges sur les outils et approches IPE sont renforcés pour le partenariat, les leçons apprises et la coopération Sud-Sud.

2.3. Résumé du plan de travail annuel 2015

L'année 2015 peut être considérée comme la période où le projet IPE-Mali a pu mettre en œuvre une grande partie de ses activités de renforcement de capacités et de production de données et d'informations stratégiques à travers plusieurs études prévues. L'ensemble de des études et des formations a été réalisé par des consultants nationaux et internationaux suites à des appels d'offres sous la supervision directe du PNUE, PNUD et du Gouvernement du Mali. Ainsi, le Plan de Travail Annuel (PTA) 2015 prend en compte l'ensemble des activités telles que prévues dans la dernière version révisée, afin de rendre efficace le projet IPE-Mali dans leur mise en œuvre conformément au budget disponible.

Le PTA 2015 a été mis en œuvre à travers un partenariat et une synergie de toutes les parties prenantes impliquées dans la protection de l'environnement en général et la gestion durable des ressources naturelles en particulier (structures techniques de l'Etat, collectivités territoriales, société civile, personnes ressources, etc.).

Les activités qui ont été programmées pour la période janvier- décembre 2015 se présentent ainsi qu'il suit :

- Restitution et utilisation des études économiques de la phase actuelle de l'IPE/Mali (étude économique de l'environnement, revue des dépenses publiques pour l'environnement, étude sur le riz etc.) à des fins de renforcement des capacités de l'administration nationale, des collectivités territoriales et du secteur privé pour l'intégration des liens pauvreté-environnement.
- Appui technique à la mise en œuvre et au suivi du verdissement du Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté 2012-2017 (CSCR, 2012-2017).
- Renforcement des capacités des collectivités territoriales, des services techniques locaux à mieux verdir les plans et budgets locaux de développement ;
- Evaluation Environnementale Stratégique (EES) du secteur de l'énergie.
- Evaluation Environnementale et Stratégique (EES) de la Politique de Développement Agricole (PDA) du Mali.
- Renforcement des capacités des comptables nationaux et des autres parties prenantes en matière de comptabilité environnementale pour améliorer la contribution des ressources naturelles et environnementales au PIB.
- Analyse économique du développement du secteur minier et des défis de la préservation de l'environnement et des ressources naturelles dans le secteur.

- Evaluation économique du coût de la dégradation de l'environnement et des bénéfices liés à la gestion durable des ressources naturelles en tant que composante clé de lutte contre la pauvreté au Mali.
- Appui à l'élaboration du rapport sur l'état de l'environnement au Mali pour la période 2012-2014 ;
- Appui à l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat.
- Elaboration et diffusion d'un guide méthodologique de planification et de budgétisation en faveur de la durabilité environnementale aux niveaux national et local.
- Appui technique à l'institutionnalisation des outils économiques (revue des dépenses publiques sectorielles, revues budgétaires, analyses économique-environnementales, etc.) pour une meilleure allocation des ressources budgétaires en faveur d'une utilisation rationnelle des ressources naturelles pour l'économie.
- Elaboration et diffusion d'un guide méthodologique ou note d'orientation pour l'intégration de la dimension « changement climatique » dans les politiques de développement au Mali.
- Atelier de formation de l'intégration du genre avec un fort accent.
- Appui aux Collectivités Territoriales pour la prise en compte du changement climatique dans les Plans de Développement Economique Social et Culturel (PDESC) : cas de quelques communes.
- Atelier de restitution de la formation conjointe de l'IPE (PNUD/PNUE) et de l'Institut Africain de Développement Economique et de Planification (IDEP) sur le genre avec un accent sur l'environnement, les ressources naturelles et le climat tenu à Dakar.
- Réalisation d'un film documentaire ou magazine sur les acquis d'IPE-Mali.
- Réunion régionale de l'IPE-Afrique.

III. RESULTATS ATTENDUS, INDICATEURS, ACTIONS ET ACTIVITES PREVUES

❖ **Produit 1:** Les capacités institutionnelles pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques et stratégies nationales de développement sont renforcées en appui à la durabilité environnementale pro-pauvre.

→ **Indicateurs du produit 1 :**

- Nombre de décideurs qui ont sollicité de façon autonome les produits IPE pour leurs activités.
- Nombre de politiques, plans et programmes qui ont intégré les liens P-E de façon adéquate.
- Nombre de dispositions légales prises pour l'institutionnalisation des produits IPE
- Nombre de champions IPE actifs par secteur.
- Nombre d'axes UNDAF/CPD qui ont intégré les liens pauvreté-environnement.
- Nombre de politiques nationales/sectorielles/plans ayant intégré la dimension genre de façon substantielle.
- Nombre de collectivités locales outillées pour l'intégration des liens P-E, les changements climatiques et le genre dans leurs plans de développement local et budgets.

Actions du produit 1 :

- **Action1.1 :** Appui technique et méthodologique aux ministères en charge de la Planification, de l'Economie et des Finances, de l'Environnement et aux Collectivités Territoriales pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les objectifs de planification à moyen et long termes.
- **Action1.2 :** Développement des capacités institutionnelles au niveau des institutions publiques (directions centrales, Assemblée Nationale, Conseil Economique et Social et autres institutions) pour l'intégration des liens pauvreté-environnement, du changement climatique et de l'approche genre dans leurs plans de travail et agendas.
- **Action1.3:** Renforcement des mécanismes de coordination intra et inter sectorielle au niveau national pour la gestion durable des ressources naturelles et environnementales.
- **Action1.4:** Développement des capacités institutionnelles pour l'élaboration et l'utilisation d'indicateurs de gestion axés sur les résultats pour leur intégration dans les systèmes nationaux de suivi –évaluation et de rapportage.

Activités du produit 1 :

- Restitution et utilisation des études économiques de la phase actuelle de l'IPE/Mali (étude économique de l'environnement, revue des dépenses publiques pour l'environnement; étude riz, etc.) à des fins de renforcement des capacités de l'administration nationale, des collectivités territoriales et du secteur privé pour l'intégration des liens pauvreté-environnement.
- Appui technique à la mise en œuvre et au suivi du verdissement du CSCR (2012-2017).
- Evaluation Environnementale Stratégique (EES) du secteur de l'énergie.

- Renforcement des capacités des collectivités territoriales, des services techniques locaux à mieux verdir les plans et budgets locaux de développement.
- Formation des champions et autres acteurs clés au niveau des ministères sur la méthodologie et les outils d'intégration des liens P-E dans les politiques et stratégies de développement.
- Evaluation Environnementale Stratégique (EES) de la Politique de Développement Agricole (PDA) du Mali.
- Renforcement des capacités des comptables nationaux et des autres parties prenantes en matière de comptabilité environnementale pour améliorer la contribution des ressources naturelles et environnementales au PIB.
- Analyse économique du développement du secteur minier et des défis de la préservation de l'environnement et des ressources naturelles dans le secteur.
- Intégration des liens P-E dans l'UNDAF/CPD et processus associés.
- Evaluation économique du coût de la dégradation de l'environnement et des bénéfices liés à la gestion durable des ressources naturelles en tant que composante clé de lutte contre la pauvreté au Mali.
- Elaboration d'un guide d'intégration opérationnel des questions du genre, de la vulnérabilité sociale et des droits humains et des changements climatiques dans la démarche méthodologique de prise en compte des liens pauvreté-environnement au niveau des secteurs.
- Revue du système national de collecte des données sur l'environnement pour la comptabilité du capital naturel et la désagrégation intégrant les dimensions genre-pauvreté.
- Développement des capacités (formation, sensibilisation en termes plaidoyer et de lobbying) des élus nationaux et locaux (Assemblée Nationale, Haut Conseil des Collectivités, Conseil Economique et Social) pour la prise en compte des liens P-E, des changements climatiques et le genre dans les dispositions légales pour le développement.
- Analyse des cadres de concertation relatifs à la gestion durable des ressources naturelles et environnementales pour leur renforcement aux niveaux national et régional.
- Participation régulière aux travaux des groupes des PTF agriculture et environnement pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement dans les cadres de concertation intra-partenaires.
- Renforcement des capacités institutionnelles du système de suivi/évaluation des structures techniques nationales y compris l'Institut National de Statistiques pour améliorer le système de rapportage et de S/E aux niveaux national et des collectivités territoriales.

❖ **Produit 2 : Les mécanismes de planification et d'allocations budgétaires ainsi que les cadres de dépenses publiques sont améliorés/institutionnalisés pour une meilleure intégration des objectifs pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans les politiques macroéconomiques et sectorielles pour une croissance économique durable pro-pauvre.**

→ **Indicateurs du produit 2:**

- Taux d'allocation budgétaire pour le secteur de l'environnement.
- Taux d'allocations budgétaires pour la durabilité environnementale par secteur.

- Nombre de secteurs qui utilisent l'approche bénéfices-coûts en tant que mécanisme régulier d'appui à leurs activités.
- Nombre de noyaux d'experts opérationnels pour l'utilisation des outils économiques pour l'environnement.

Actions du produit 2 :

- **Action 2.1 :** Renforcement des capacités institutionnelles et individuelles pour l'amélioration des processus de planification et de budgétisation en faveur de la durabilité environnementale pro-pauvre.
- **Action 2.2 :** Développement des capacités nationales pour une meilleure prise en compte du changement climatique (adaptation et atténuation) dans les processus de planification et de budgétisation aux niveaux national et local.

Activités du produit 2 :

- Etudes régulières de Revue de Dépenses Publiques pour le développement des capacités techniques des Ministères pour une pratique de budgétisation institutionnalisée en faveur de la durabilité environnementale pro-pauvre.
- Appui à l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat du MEADD.
- Elaboration et diffusion d'un guide méthodologique de planification et de budgétisation en faveur de la durabilité environnementale aux niveaux national et local.
- Appui technique au développement des capacités des institutions (notamment Ministère de l'Economie et des Finances, du budget et l'Assemblée Nationale) pour l'application des mesures législatives et réglementaires en faveur d'une budgétisation de la durabilité environnementale pro – pauvre au Mali.
- Appui technique à l'institutionnalisation des outils économiques (revue des dépenses publiques sectorielles, revues budgétaires, analyses économique-environnementales, etc.), pour une meilleure allocation des ressources budgétaires en faveur d'une utilisation rationnelle des ressources naturelles pour l'économie.
- Appui technique à la mise en place et au renforcement des capacités d'un noyau d'experts nationaux sur l'élaboration des outils économiques et ceux du droit de l'environnement.
- Elaboration et diffusion d'un guide méthodologique ou note d'orientation pour l'intégration de la dimension « changement climatique » dans les politiques de développement au Mali.
- Formation d'un noyau national d'experts sur la problématique du changement climatique et les approches et outils de son intégration dans les politiques nationales et sectorielles de développement.
- Atelier de formation sur l'intégration du genre.
- Appui aux collectivités territoriales pour la prise en compte du changement climatique dans les PDESC: cas de quelques communes.

❖ **Produit 3 : Les cadres de dialogue et d'échanges sur les outils et approches IPE sont renforcés pour le partenariat, les leçons apprises et la coopération Sud-Sud.**

→ **Indicateurs du produit 3:**

- Pourcentage des recommandations issues des voyages d'études mises en œuvre.
- Nombre de journalistes impliqués.

Actions du produit 3 :

- **Action3.1 :** Organisation des échanges inter-pays, projets et programmes sur les expériences et leçons apprises pour fin de partenariat et de coopération Sus-Sud.
- **Action3.2 :** Réalisation de produits communicationnels (films documentaires, CD-Roms, fiches synthèses, photographie, posters, etc.) sur les liens pauvreté et environnement, le changement climatique, la comptabilité du capital naturel, le genre et la stratégie de leur intégration dans les politiques de développement.

Activités du produit 3 :

- Organisation d'une série de voyages d'études et d'échanges d'expériences sur les différents approches et outils d'intégration des liens pauvreté et environnement pour la capitalisation des bonnes pratiques dans un contexte de développement durable pro-pauvre.
- Participation à la réunion régionale de l'IPE- Afrique.
- Organisation des tables rondes et de débats radiotélévisés sur l'approche méthodologique, la stratégie, les résultats et leçons apprises pour accroître la visibilité de l'IPE-Mali.
- Renforcement des capacités des journalistes de la presse écrite et audio-visuelle sur la problématique « genre et durabilité environnementale », avec un fort accent sur le réseau de journalistes spécialisés en environnement.

IV. PROGRES REALISES AU COURS DE L'ANNEE 2015

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan de travail annuel 2015, la stratégie de l'IPE-Mali a été fondée sur le partenariat et la synergie de toutes les parties prenantes impliquées dans la protection de l'environnement en général, et la gestion durable des ressources naturelles, en particulier (structures techniques de l'Etat, Partenaires Techniques et Financiers, société civile, collectivités territoriales, personnes ressources, etc.).

Les résultats obtenus à travers la mise en œuvre des activités de l'année 2015 sont ceux présentés au niveau des principaux produits ci-dessous:

Pour la période de janvier à décembre 2015 et conformément au PTA 2015 révisé, des activités stratégiques ont été réalisées par le projet IPE-Malien vue d'atteindre les objectifs visés.

Résultat 1: Les capacités institutionnelles pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques et stratégies nationales de développement sont renforcées en appui à la durabilité environnementale pro-pauvre

❖ Effets R1

Au terme de l'année 2015, les activités entreprises par le projet IPE-Mali relatives à ce produit ont données effets suivants :

- **28 décideurs, principalement des autorités locales(maires et élus locaux) ont sollicité les produits de l'IPE sur une prévision de 30**
- **le Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté du Mali, principal outil d'orientation stratégique en relecture a intégré les liens P-E**

❖ Produits R1

Les produits pour ce résultat sont disponibles. Ils sont consignés dans le tableau ci-après:

Niveau étude R 1	Niveau outils R 1:
2 EES sur les secteurs de l'énergie et de l'agriculture,	1 plan de renforcement des capacités en comptabilité environnementale avec 1 guide à l'appui
1 étude sur l'analyse économique du secteur minier	1 rapport final sur l'état de l'environnement du Mali 2012-2014

→ 1 Activités R1

Activité 1 : Restitution et utilisation des études économiques de la phase actuelle de l'IPE/Mali (étude économique de l'environnement, RDPE, étude sur le riz, etc.) à des fins de renforcement des capacités de l'Administration nationale , des PDSEC et du secteur privé pour l'intégration des liens P-E.

L'objectif général est de renforcer les capacités des acteurs aux niveaux national et décentralisé en termes non seulement d'information et de sensibilisation sur le projet Initiative Pauvreté et Environnement mais aussi et, surtout pour l'utilisation des acquis et l'appropriation des résultats de certaines études stratégiques par l'administration, les collectivités territoriales et le secteur privé. Ces études ont été réalisées en 2011 mais

compte tenu de leur importance et du fait que les résultats qui en sont issus, sont toujours d'actualité, leur restitution aux acteurs concernés était nécessaire.

Dans le souci d'atteindre le plus grand nombre d'acteurs possible, ces ateliers de restitution ont été organisés au niveau national dans le District de Bamako et dans la région de Ségou pour une large diffusion des résultats.

Au terme de ces deux (2) ateliers, les participants ont formulé trois (3) recommandations à prendre en considération. Il s'agit de :

- créer des pôles de regroupement pour sensibiliser et informer le plus grand nombre des acteurs ;
- faire la synthèse des différentes études réalisées afin de faciliter leur utilisation par les acteurs ;
- traduire en langues nationales les conclusions et recommandations des différentes études réalisées par le projet IPE/Mali.

Le rapport et la liste des participants sont disponibles

Activité 2 : Appui technique à la mise en œuvre et au suivi du verdissement du CSCR (2012-2017).

Pour rendre plus visible le nombre de politiques, plans et programmes ayant intégré les liens P-E », IPE-Mali a appuyé l'évaluation de la mise en œuvre du verdissement du CSCR (2012-2017). Cet appui devrait permettre de connaître le niveau de mise en œuvre des liens P-E dans les secteurs de développement au niveau étatique. Ainsi, IPE/Mali, sur demande de la Cellule Technique du Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CT/CSLP), a appuyé l'évaluation et le suivi du verdissement du CSCR (2012-2017). Cet appui technique a pour objectif de faire l'état de mise en œuvre du CSCR vert sur la période (2012-2014), d'apprécier le niveau de prise en compte des liens P-E par les différents secteurs de développement et de faire des recommandations pour la relecture du CSCR à laquelle le projet participe.

Une rencontre a lieu dans la salle de conférence du CSLP pour responsabiliser les acteurs pour la collecte des données au niveau des différents secteurs.

La finalisation de cette activité avec le CSLP est prévue pour le 1^{er} trimestre de l'année 2016.

Activité 3: Renforcement des capacités des collectivités territoriales, des services techniques locaux à mieux verdir les plans et budgets locaux de développement.

Pour l'indicateur concernant le nombre de collectivités outillées pour l'intégration des liens P-E, les changements climatiques et le genre dans les plans de développement local et les budgets, IPE-Mali a organisé un atelier de renforcement des capacités des collectivités territoriales et des services techniques locaux à mieux verdir les plans et budgets locaux de développement ». Cet atelier s'est déroulé pendant trois (3) jours (du 20 au 22 mai 2015) à Bamako dans la salle de réunion du projet IPE-Mali, sous la présidence de Monsieur Souleymane CISSE, Conseiller Technique, représentant le Ministre de l'Environnement, l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD).

L'objectif général visait par cette session de formation était de renforcer les capacités des élus et des agents des services techniques locaux pour un verdissement des plans et

budgets locaux de développement. Trois (03) consultants (Dr Dramane Lassana TRAORE, spécialisé en économie publique, Mr Adboul Karim DIAMOUTENE et IssoufouSoumaïla MOLAYE, experts en économie de l'environnement) ont été recrutés pour la circonstance.

Cet atelier de renforcement des capacités a regroupé soixante (60) participants dont 39 hommes et 21 femmes représentants des Directions nationales des départements ministériels impliqués dans la gestion durable de l'Environnement; des Partenaires Techniques et Financiers; des élus locaux; des ONG et société civile. Le rapport de formation et la liste des participants sont disponibles.

Activité 4 : Evaluation Environnementale Stratégique (EES) du secteur Energie.

Pour augmenter le nombre d'outils d'aide à la décision pour l'utilisation des produits IPE dans les activités quotidiennes, un consultant national (M. Seydou N'Dji BOUARE, Expert national en Evaluation Environnementale) a été commis pour réaliser « l'Evaluation Environnementale Stratégique (EES) du secteur de l'énergie ». Les objectifs spécifiques recherchés sont à travers cette évaluation sont de:

- développer une vision commune des risques environnementaux et sociaux liés au secteur de l'énergie, à travers une analyse des cadres institutionnel, législatif et réglementaire dudit secteur;
- favoriser le développement de structures de discussion et de concertation entre les acteurs clés pour l'intégration des questions pauvreté-environnement dans les stratégies et programmes existants ;
- analyser les capacités techniques et institutionnelles des structures (publiques, parapubliques, associatives, ONG, population, etc.) en vue de corriger les faiblesses et relever les défis liés au programme global de relance économique, en particulier dans le secteur de l'énergie ;
- assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et contribuer à l'intégration des considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption des politiques, plans et programmes du secteur de l'énergie.

Le rapport de cette étude a fait l'objet d'une réunion du Comité d'Experts Technique le 13 août 2015 et en atelier de validation tenu le 7 septembre 2015.

La version finale est de l'EES du secteur de l'énergie est disponible et fera l'objet d'une diffusion pour l'année 2016 auprès des décideurs et autres acteurs pertinents.

Activité 5 : Evaluation Environnementale et Stratégique (EES) de la Politique de Développement Agricole (PDA) du Mali.

Pour d'accroître le nombre d'outils d'aide à la décision et l'utilisation des produits IPE, M. Gaoussou dit Emile DEMBELE, Ingénieur d'Agriculture et du Génie Rural (consultant national) a été recruté pour la réalisation de « l'Evaluation Environnementale Stratégique (EES) de la Politique de Développement Agricole du Mali (PDA) ». L'objectif de cette évaluation est de définir les mesures nécessaires pour favoriser le développement écologiquement durable et socialement équitable du secteur du développement rural à travers :

- l'identification et l'accroissement de l'attention sur les préoccupations environnementales et sociales autour de la politique de développement agricole;
- le renforcement des outils de gestion environnementale et sociale dans le secteur;
- l'amélioration de la redevabilité sociale en rendant le développement agricole plus transparent ;
- le renforcement des capacités du secteur du développement rural en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux liés à la politique de développement agricole.

Les objectifs spécifiques de l'EES de la PDA consistent à :

- assurer un niveau élevé de protection de l'environnement ;
- contribuer à l'intégration des considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption de certains plans et programmes;
- développer une vision commune des risques environnementaux et sociaux liés à la mise en œuvre de la politique de développement agricole, à travers une analyse des cadres institutionnel, législatif et réglementaire du secteur de l'agriculture;
- favoriser le développement de structures de discussion et de concertation entre les acteurs clés par l'intégration des questions pauvreté-environnement dans les stratégies et programmes existants ;
- analyser les capacités techniques et institutionnelles des structures (publiques, parapubliques, associatives, ONG, population, etc.) en vue de corriger les faiblesses et relever les défis liés au programme global de relance économique, en particulier dans le secteur du développement rural.

La version finale du rapport d'EES de la Politique de Développement Agricole est disponible et fera l'objet d'une diffusion pour l'année 2016 auprès des décideurs et autres acteurs pertinents.

Activité 6 :Renforcement des capacités des comptables nationaux et des autres parties prenantes en matière de comptabilité environnementale pour mieux améliorer la contribution des ressources naturelles et environnementales au PIB.

Pour mettre à la disposition des acteurs des outils d'aide à la décision et accroître le nombre de décideurs qui sollicitent de façon autonome les produits IPE pour leurs activités, «un plan de renforcement des capacités des comptables nationaux en comptabilité environnementale au Mali » a été réalisé par Mme DIARRA Zeïnabou N'DIAYE, Expert-comptable. De façon spécifique, ce plan de renforcement de capacité à :

- identifier et caractériser les fonctions socioculturelles, économiques et écologiques du secteur de l'environnement et analyser leurs implications sur la réduction de la pauvreté ;

- évaluer la contribution du secteur de l'environnement à l'économie familiale en milieu rural (chasse, cueillette, carbonisation, exploitation du bois, etc.) et sa part dans la réduction de la pauvreté ;
- évaluer la contribution du secteur de l'environnement à la création d'emplois, à l'accroissement des ressources financières du pays, à l'augmentation de la croissance économique par l'exploitation durable et soutenue des ressources naturelles et son impact sur la composition du produit intérieur brut (PIB) ;
- identifier les besoins en formation et /ou perfectionnement des comptables nationaux et autres parties prenantes en comptabilité environnementale et utiliser les outils de la comptabilité environnementale comme un moyen de sensibilisation afin de passer graduellement d'une comptabilité classique à une comptabilité plus attentive aux problèmes liés à l'environnement, la comptabilité verte ou environnementale.

Le plan de renforcement des capacités en SCEE et son guide ont été présenté aux membres du Comité d'Experts Technique le 14 août 2015 et à ceux du comité de validation le 09 septembre 2015.

La version finale du plan est disponible pour une utilisation des résultats par les acteurs cibles à partir de 2016.

Activité 7 : Analyse économique du développement du secteur minier et des défis de la préservation de l'environnement et des ressources naturelles dans le secteur.

Pour faciliter les prises de décision pour l'utilisation des produits IPE, un rapport provisoire de l'étude portant sur une « analyse économique du développement du secteur minier et des défis de la préservation de l'environnement et des ressources naturelles », a été faite par M. Grégoire Fabrice Jean Michel Marie, Economiste et Analyste des Politiques et M. Hachimi Bagna SIDIBE, Ingénieur Géologue respectivement consultants international et national.

L'objectif principal de l'étude est de montrer l'apport du secteur minier dans l'économie malienne et la réalisation de la croissance économique, mais aussi de mettre en exergue les dommages et inefficiences environnementaux résultant du développement du secteur minier au Mali et d'élaborer sur cette base un ensemble de propositions contribuant à l'amélioration de la soutenabilité de la production minière.

Le rapport provisoire a été présenté aux membres du CET le 27 août 2015 et en session de validation le 15 octobre 2015.

La version finale de ce rapport est disponible pour une diffusion de ces résultats pour l'année 2016 auprès des décideurs.

Activité 8 : Evaluation économique du coût de la dégradation de l'environnement et des bénéfices liés à la gestion durable des ressources naturelles en tant que composante clé de lutte contre la pauvreté au Mali.

Pour promouvoir les prises de décision connaissance de cause, l'IPE-Mali a initié la réalisation d'une « évaluation économique du coût de la dégradation de l'environnement et des bénéfices liés à la gestion durable des ressources naturelles en tant que composante clé

de lutte contre la pauvreté au Mali ». Les objectifs spécifiques de ladite étude sont entre autres:

- identifier et faire la revue de l'analyse et des résultats/ conclusions existants sur les liens entre la pauvreté et l'utilisation des ressources naturelles au Mali ;
- identifier les liens entre la pauvreté (y compris le développement plus large) et l'environnement dans le secteur de l'agriculture;
- identifier les liens entre la pauvreté et l'environnement dans un district du Mali, y compris à un niveau désagrégé par ménage et genre.

Les consultants nationaux sont recrutés alors que le recrutement du consultant international est en cours.

Activité 9 : Appui à l'élaboration du rapport sur l'état de l'environnement au Mali 2012-2014

Afin de faciliter les prises de décisions sur la base d'informations et de données fiables et actuelles, le projet IPE-Mali avec l'accord du PNUD et du PNUE a apporté un appui à l'AEDD pour la réalisation du « Rapport sur l'Etat de l'Environnement au Mali sur la période 2012 - 2014 » (REE 2012 -2014). Les objectifs spécifiques visés sont de :

- donner l'évolution des principales composantes de l'environnement de 2012 à 2014 (végétation, terres, eau, air, énergie, biodiversité, établissements humains et cadre de vie) et les pressions exercées avec des indicateurs pertinents;
- faire un état des lieux de la gouvernance environnementale tout en faisant une analyse critique sur les différents aspects ;
- faire des recommandations pertinentes pour améliorer la gestion des ressources naturelles et du cadre vie de population par secteur.
- appuyer le processus d'élaboration de rapports périodiques en vue de la contribution à la production du rapport sur l'Avenir de l'Environnement en Afrique et au niveau mondial.

Le rapport provisoire du REE 2012 - 2014 a fait l'objet de contributions et d'observations par le Comité d'Experts Technique (CET) le 24 novembre 2015. Il a été examiné par les membres du Comité de validation le 16 décembre 2015. Le rapport final validé est disponible.

Résultat 2 : Les mécanismes de planification et d'allocation budgétaires ainsi que les cadres de dépenses publiques sont améliorés/institutionnalisés pour une meilleure intégration des objectifs pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans les politiques nationales et sectorielles aux fins d'une croissance économique durable pro-pauvre:

Effets R2

Par rapport au résultat 2, le projet IPE-Mali a enregistré des effets considérables au cours de cette année 2015 parmi lesquels il faut surtout retenir une :

- **augmentation du taux d'allocation budgétaire de 12, 78% par rapport à 2014 sur une prévision de 2% et de 20,67% en 2016 par rapport à 2015 ;**
- **la consolidation d'un noyau d'experts opérationnels pour l'utilisation des outils économiques pour l'environnement sur une prévision de 2.**

Produits R 2 IPE

Les produits pour le résultat 2 disponibles sont consignés dans le tableau ci-après:

Niveau étude R 2	Niveau outils R 2
1 étude sur l'institutionnalisation des outils économiques de gestion de l'environnement	1 outil de planification, à savoir le CDMT des secteurs Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat est actualisé et a intégré les liens p-e
	2 guides méthodologiques (i) sur la planification et la budgétisation en faveur de la durabilité environnementale aux niveaux national et local, (ii) la prise en compte des changements climatiques dans la planification et la budgétisation au Mali

❖ Activités R 2 :

Activité 10 : Appui à l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat du MEADD.

Pour augmenter le taux d'allocations budgétaires pour la durabilité environnementale par secteur, IPE-Mali a fait un appui à la Cellule de Planification Statistique (CPS) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat par la mise à disposition de deux(2) consultants nationaux (M. Bamoussa KONE, Planificateur spécialiste en gestion et M. Amidou TRAORE, Environnementaliste) pour les appuyer dans la formulation et la budgétisation du CDMT 2016-2018.

L'objectif est d'appuyer l'élaboration des prévisions 2016, 2017 et 2018 des programmes du cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat. Deux objectifs spécifiques étaient visés :

- une analyse diagnostique et la planification des programmes,
- une détermination des coûts des activités retenues pendant la période de référence 2016-2018.

Des rencontres et des échanges réguliers ont été faits entre les Cadres de la CPS/SEEUDE et de l'IPE-Mali après chaque étape pour s'assurer de l'effectivité des démarches établies au préalable et apporter des améliorations.

Le rapport provisoire qui a été présenté le 02 septembre 2015 lors de l'atelier national de validation. L'organisation de l'atelier a été assurée par la CPS en collaboration avec l'IPE-Mali. Les commentaires et observations sur le rapport provisoire ont été pris en charge et intégrés par les consultants après la validation du document.

Le document final du CDMT 2016-2018 du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat est disponible à la CPS/SEEUDE et au projet Initiative Pauvreté Environnement-Mali (IPE).

Activité 11 : Elaboration d'un guide méthodologique de planification et de budgétisation en faveur de la durabilité environnementale au niveau national et local.

Pour augmenter le nombre de noyaux d'experts opérationnels pour l'utilisation des outils économiques, un rapport provisoire déposé par le consultant national (M. Souleymane DEMBELE, Planificateur) sur « l'Elaboration et diffusion d'un guide méthodologique de planification et de budgétisation en faveur de la durabilité environnementale aux niveaux national et local » a été restitué aux membres du CET le 28 août 2015 et validé le mercredi 7 octobre 2015. Les objectifs spécifiques de cet outil méthodologique visent à :

- connaître le système de planification et de budgétisation du Mali ;
- fournir une démarche méthodologique pour prendre en compte des actions de gestion de l'environnement dans les plans et budgets ;
- élaborer un guide méthodologique de planification et de budgétisation en faveur de la durabilité environnementale au niveau national et local.

Le rapport final de l'étude, intégrant les observations des participants est disponible.

Activité 12 : Appui technique à l'institutionnalisation des outils économiques (revue des dépenses publiques sectorielles, revues budgétaires, analyses économique-environnementales etc.), pour une meilleure allocation des ressources budgétaires en faveur d'une utilisation rationnelle des RN pour l'économie.

Pour une amélioration du taux d'allocation budgétaire pour le secteur de l'environnement, IPE-Mali s'est attaché les services de M.Aboubacar Sidiki Dembélé, consultant national réaliser l'étude relative à « l'institutionnalisation des outils économiques pour une meilleure allocation des ressources budgétaires en faveur d'une utilisation rationnelle des ressources naturelles pour l'économie ».

L'objectif général de cette étude est de faciliter l'institutionnalisation des outils économiques aux niveaux national, décentralisé et privé pour une utilisation rationnelle des budgets alloués au secteur de l'environnement à des fins économiques au Mali.

La réunion des membres du CET a été tenue 21 août 2015 et l'atelier de validation le 4 septembre 2015.

Le Rapport final disponible pour un plaidoyer facilitant l'institutionnalisation des outils économiques au Mali.

Activité 13 : Elaboration et diffusion d'un guide méthodologique ou note d'orientation pour l'intégration de la dimension « changement climatique » dans les politiques de développement au Mali.

En matière de développement des capacités nationales pour une meilleure prise en compte du changement climatique dans le processus de planification et de budgétisation, un rapport provisoire de l'étude sur « l'Elaboration et la diffusion d'un guide méthodologique ou note d'orientation pour l'intégration de la dimension "changement climatique" dans les politiques de développement au Mali » a été déposé par le consultant national recruté en la circonstance. Ce guide devrait permettre de :

- identifier les effets des changements climatiques sur le développement économique, en général, et les ressources naturelles et l'environnement, en particulier ;
- définir une démarche et élaborer l'approche méthodologique de prise en compte des changements climatiques dans les options stratégiques et opérationnelles de développement du Mali ;
- fournir une base analytique pour intégrer une réflexion sur la durabilité environnementale dans les priorités de développement ;
- proposer des cas concrets en termes d'exemples suivant la méthodologie définie dans le guide ;
- fournir un cadre cohérent et harmonisé du processus participatif des parties prenantes à l'intégration des changements climatiques dans les politiques de développement du Mali.

Au cours d'une réunion de restitution tenue le 20 août 2015, le rapport provisoire de cette dite étude a fait l'objet d'observations par les membres du CET, à la suite d'une présentation faite par le consultant, Dr Kalifa TRAORE, Ingénieur Agronome, spécialiste des changements climatiques et en réunion de validation le 06 octobre 2016. Le rapport final dudit guide est disponible pour une utilisation à partir de 2016.

Activité 14 : Atelier de formation sur l'intégration du genre avec un accent sur l'environnement, les ressources naturelles et le climat

L'équipe du projet IPE-Mali a participé à une formation sur le genre, avec un accent sur l'environnement, les ressources naturelles et le climat, organisée conjointement par l'IPE-Afrique et l'IDEP, à Dakar du 08 au 12 juin 2015. La délégation du Mali était composée de cinq représentants dont la Conseillère en Environnement, Chargée de suivi du Projet Pauvreté/Environnement du PNUD, la Coordinatrice nationale de l'IPE-Mali, la Chargée genre de l'Unité des secteurs productifs et des infrastructures de la Cellule Technique du CSLP, la représentante de la Direction Nationale de la Promotion de la Femme et la représentante de la Direction Nationale de la Planification du Développement. La délégation malienne a participé de façon active et constructive avec une présentation faite sur l'expérience d'intégration des questions genre dans les processus de prise en compte des liens pauvreté-environnement. Les ordres de mission pour cette rencontre sont disponibles.

Activité 15 : Appui aux collectivités territoriales pour la prise en compte du changement climatique dans les PDESC : cas de quelques communes.

Pour augmenter le taux d'allocations budgétaires du secteur de l'environnementale au niveau décentralisé, le projet a organisé des ateliers de renforcement de capacités à l'attention des Collectivités Territoriales pour la prise en compte du changement climatique dans leurs PDESC. L'objectif de ces ateliers est de contribuer à la résilience des populations face aux effets des changements climatiques à travers le renforcement des capacités des acteurs du développement local pour une meilleure prise en compte des phénomènes du changement climatique dans leurs outils de planification.

Ces formations ont été tenues dans quatre (04) communes ainsi qu'il suit :

- Commune de Sido dans le cercle de Bougouni du 26 au 27 novembre 2015 ;
- Commune de Djèguena dans le cercle de San du 7 au 8 décembre 2015 ;
- Commune de Gouendo dans le Cercle de Baraoueli du 22 au 23 décembre 2015 ;
- Commune de Boron, Cercle de Banamba du 28 au 29 décembre 2015.

Les rapports de formation et les listes de participants sont disponibles.

Activité 16 : Atelier de restitution de la formation conjointe de l’IPE (PNUD/PNUE) et de l’IDEP sur le genre avec un accent sur l’environnement, les ressources naturelles et le climat tenu à Dakar.

Pour faciliter la prise en compte du genre dans l’environnement par les décideurs, le projet IPE-Mali a organisé un « Atelier de restitution de la formation conjointe de l’IPE (PNUD/PNUE) et de l’IDEP sur le genre avec un accent sur l’environnement, les ressources naturelles et le climat tenu à Dakar ». Cet atelier a pour objectif est de restituer les résultats de la formation sur le genre, en présence des acteurs cibles facilitant l’intégration de la dimension genre dans le processus d’élaboration des politiques et budgétisation dans le secteur de l’environnement, les ressources naturelles et du changement climatique.

Cet atelier qui a eu lieu le 21 décembre 2015 à Bamako, a été animé par la Coordinatrice Nationale du Projet Initiative-Pauvreté Environnement (IPE/Mali), la Chargée genre Unité des secteurs productifs et des infrastructures de la Cellule Technique du CSLP et la représentante de la Direction Nationale de la Promotion des femmes. Le rapport de restitution et la liste des participants sont disponibles.

Résultat 3 : Les cadres de dialogue et d’échanges sur les outils et approches IPE sont renforcés pour une utilisation massive des produits IPE et pour fin de partenariat et de coopération Sud-Sud

Effets R3

Au niveau du résultat 3, le projet IPE-Mali, suite aux activités mises en œuvre, a notés effets suivants :

- **40% des recommandations des voyages d’études ont été mises en œuvre sur une prévision de 60%**
- **100 journalistes ont été impliqués dans les activités de l’IPE-Mali pour une cible de 40**

Produits R3

Outils :

- **1 film documentaire ou magazine sur les acquis IPE-Mali**
- **1 Dépliant de présentation d’IPE-Mali**
- **CD-roms regroupant toutes études de la phase précédente**

Activités R3

Activité 17 : Réalisation d'un film documentaire ou magazine sur les acquis d'IPE-Mali

Pour améliorer sa stratégie de communication et rendre plus visible IPE-Mali, le projet a commandité la production d'un film documentaire sur les acquis d'IPE-Mali. Ce film documentaire est disponible pour servir de plaidoyer auprès des décideurs dans la prise en compte de l'environnement dans leurs activités quotidiennes.

Activité 18: Réunion régionale de l'IPE-Afrique

Pour augmenter le taux des recommandations issues des voyages d'études mises en œuvre, le projet IPE-Mali a participé à la « Réunion régionale Afrique du PEI » à Kigali au Rwanda du 26 au 31 octobre 2015. La délégation du Mali était composée d'un représentant du PNUD, de l'AEDD, de la DNPD et de deux représentants du projet IPE-Mali.

V. PRINCIPALES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DES ETUDES 2015

Au cours de l'année 2015, IPE-Mali a commandité plusieurs études pour :

- améliorer le niveau de connaissances des liens pauvreté et environnement ;
- mettre en évidence les impacts environnementaux et sociaux des politiques, plans et programmes de développement économique et social initié au Mali ;
- renforcer la prise en compte des liens pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans les processus de planification et de budgétisation aux niveaux national, sectoriel et local.

Les objectifs (global et spécifique) ainsi que les conclusions et recommandations des huit (08) études/guides sont consignés dans les tableaux ci-après :

TABLEAUX DE SYNTHÈSE DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DES ETUDES IPE-MALI 2015

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE STRATEGIQUE (EES) DU SECTEUR DE L'ENERGIE	
Objectif général et spécifiques	Conclusions et Recommandations
<p>Objectif Général : Identifier les mesures nécessaires pour favoriser le développement écologiquement durable et socialement équitable du secteur énergétique à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification et l'accroissement de l'attention sur les préoccupations environnementales autour du développement du secteur énergétique ; - le renforcement des outils de gestion environnementale et sociale ; - l'amélioration de la redevabilité sociale en rendant le processus énergétique plus transparent ; - le renforcement des capacités en matière de gestion des risques environnementaux liés au développement du secteur énergétique au Mali. <p>De façon spécifique, il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - développer une vision commune des risques environnementaux et 	<p>Il y a peu d'indications sur les modalités d'intégration de l'environnement aux différents niveaux de programmation (définition d'indicateurs, modalité de sélection des interventions, intégration des acteurs environnementaux dans le processus de décision, budget alloué aux objectifs environnementaux lorsqu'ils existent) de la Politique Nationale du Secteur de l'Energie qui est sous tendue par les principes de décentralisation, de libéralisation, d'approche programme, d'approche participative, de compétitivité et de cohérence transversale.</p> <p>La politique du secteur de l'Energie, au regard des objectifs environnementaux et de développement durable définie par le gouvernement malien présente toutefois quelques points de convergences.</p>

<p>sociaux liés au secteur de l'énergie, à travers une analyse des cadres institutionnel, législatif et réglementaire du secteur de l'énergie ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - favoriser le développement de structures de discussion et de concertation entre les acteurs clés par l'intégration des questions pauvreté-environnement dans les stratégies et programmes existants ; - analyser les capacités techniques et institutionnelles des structures (publiques, parapubliques, associatives, ONGs, population etc.) en vue de corriger les faiblesses et relever les défis liés au programme global de relance économique, en particulier dans le secteur de l'énergie. - assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et contribuer à l'intégration des considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption des politiques, plans et programmes du secteur de l'énergie. 	<p>L'étuderecommande :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la mise en œuvre d'un Cadre de Gestion Environnementale et Sociale ; 2. le renforcement des capacités institutionnelles et la définition précise des rôles et responsabilités en matière de surveillance et de contrôle des impacts environnementaux ; 3. le renforcement des instruments législatifs et réglementaires en matière d'environnement et de leur application au secteur de l'énergie ; 4. le renforcement des aspects techniques pour le suivi des sites de production ; 5. le renforcement des mesures sociales et de la communication avec les acteurs ; 6. la mise en place d'un Plan de Développement Communautaire (PDC) dans les sites de production ; 7. l'analyse de vulnérabilité et la prise en compte de l'approche genre ; 8. le renforcement de la gouvernance et de la transparence dans le secteur ; 9. le renforcement du mécanisme de suivi et de l'implication des acteurs (Programme stratégique de suivi environnemental) ; 10. La mise en place d'un cadre de concertation dans le secteur de l'énergie (formaliser la concertation autour des questions, affiner les missions des acteurs, améliorer le fonctionnement par une répartition des tâches, impliquer davantage les premiers responsables).
---	---

EVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET STRATEGIQUE (EES) DE LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE (PDA) DU MALI.

Objectif général et spécifiques	Conclusions et Recommandations
<p>Objectif Général : Identifier les mesures nécessaires pour favoriser le développement écologiquement durable et socialement équitable du secteur du développement rural à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification et l'accroissement de l'attention sur les préoccupations environnementales et sociales autour de la politique de développement agricole; - le renforcement des outils de gestion environnementale et sociale ; - l'amélioration de la redevabilité sociale en rendant le développement agricole plus transparent ; - le renforcement des capacités du secteur du développement rural en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux liés à la politique de développement agricole. <p>De façon spécifique, il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contribuer à l'intégration des considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption de certains plans et programmes de développement ; - développer une vision commune des risques environnementaux et sociaux liés à la mise en œuvre de la politique de développement agricole, à travers une analyse des cadres institutionnel, législatif et réglementaire du secteur du développement rural; - favoriser le développement de structures de discussion et de concertation entre les acteurs clés par l'intégration des questions pauvreté-environnement dans les stratégies et programmes existants ; - analyser les capacités techniques et institutionnelles des structures (publiques, parapubliques, associatives, ONGs, population etc.) en vue de 	<p>La mise en œuvre de la PDA, à travers le PNISA comporte plus d'effets positifs que négatifs. Les effets positifs découlent en majeure partie des réponses possibles de la composante socio-économique et de la mise en œuvre de la « filière des ressources naturelles » tandis que les effets négatifs résultent pour la plupart des aménagements hydro agricoles, des unités industrielles, de l'utilisation des quantités d'engrais et pesticides prévues, de la motorisation agricole, etc.</p> <p>Toutefois ce bilan optimiste ne doit pas occulter la nature dévastatrice et l'ampleur de certains effets négatifs susceptibles d'annihiler à terme les efforts de développement (déforestation, pollution des eaux, dégradation des sols, etc.).</p> <p>L'étuderecommande de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. revisiter les cadres de résultats de la PDA et du PNISA(<i>le problème de cohérence des objectifs environnementaux en particulier se pose au niveau de ces deux documents d'où la nécessité de les relire afin d'en assurer la cohérence interne et un meilleur ancrage</i>) ; 2. prendre des mesures idoines d'encadrement de l'orpillage traditionnel(<i>cette activité constitue une menace grave pour l'environnement biophysique et humain</i>) ; 3. diligenter l'élaboration et l'adoption de textes spécifiques aux Evaluations Environnementales Stratégiques (EES), (<i>il s'agit de combler un vide juridique qui handicape la généralisation des EES</i>) ; 4. améliorer les procédures de décaissement relatives aux Etudes d'Impacts Environnementaux et Sociaux (EIES) dans les régions, (<i>les difficultés de décaissement des fonds destinés au financement des procédures d'EIES constituent une menace réelle à la crédibilité des évaluations environnementales dans les régions</i>) ;

corriger les faiblesses et relever les défis liés au programme global de relance économique, en particulier dans le secteur de développement rural.

5. **établir périodiquement les situations de référence des composantes environnementales**, (*l'absence de ces situations rend difficile l'appréciation des situations évolutives lors des évaluations environnementales*) ;
6. **désigner une autorité de gouvernance environnementale et de coordination nationale** ; (*Pour amener les divers acteurs à prendre en compte les préoccupations environnementales et pour besoins de cohérence, le rôle de « Gendarme » devra être dévolu à un département et formalisé afin d'exiger de chaque « Agissant » de se conformer à des prescriptions de comportement*) ;
7. **promouvoir la formation et la communication environnementales de masse**, (*encadrer les populations en vue d'un bon comportement envers le cadre de vie. Ceci devra déjà commencer dans les petites classes pour permettre de grandir avec le réflexe sur le cadre de vie et sur l'environnement général.*) ;
8. **renforcer le partenariat à tous les niveaux**, (*effectuer un diagnostic des cadres de partenariats et apporter les solutions nécessaires à leur bon fonctionnement pour la mise en œuvre efficace et harmonieuse de la PDA*).

ETUDE SUR LE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES COMPTABLES NATIONAUX ET DES AUTRES PARTIES PRENANTES EN MATIERE DE COMPTABILITE ENVIRONNEMENTALE POUR AMELIORER LA CONTRIBUTION DES RESSOURCES NATURELLES ET ENVIRONNEMENTALES

Objectif général et spécifiques	Conclusions et Recommandations
<p>Objectif général : intégrer l'information sur les interactions entre l'environnement et l'économie dans le Système de Comptabilité Nationale (SCN) du Mali pour obtenir le Système de Comptabilité Economique et Environnementale (SCEE), en vue de corriger les comptes classiques de la variation (dépréciation ou appréciation) des stocks de capital naturel et leurs impacts sur le développement social et la réduction de la pauvreté.</p> <p>De façon spécifique il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier et caractériser les systèmes de comptabilité nationale, les gaps ainsi que les besoins de formation et / ou perfectionnement des comptables nationaux et autres parties prenantes en comptabilité environnementale et utiliser les outils de la comptabilité environnementale, comme moyen de sensibilisation afin de passer graduellement d'une comptabilité classique à une comptabilité plus attentive aux problèmes liés à l'environnement, la comptabilité verte ou environnementale. - proposer un plan de renforcement de capacités des comptables nationaux sur la période 2014-2016 pour mieux intégrer l'environnement dans la comptabilité environnementale et répondre au développement économique. 	<p>La faiblesse des ressources humaines et l'expertise limitée pour la production de comptes nationaux en général, et en matière de comptabilité environnementale, en particulier, ne favorisent pas l'intégration des données sur les activités liées à l'environnement dans la comptabilité nationale.</p> <p>La faiblesse notoire actuelle des statistiques au niveau des services de l'environnement rend quasi impossible l'application du SCEE par l'INSTAT lors du calcul du PIB et ne permet pas également de désagréger les données ou indicateurs relatifs au secteur de l'environnement.</p> <p>Seul un nombre limité de produits forestiers font l'objet de statistiques officielles : (i) le bois (bois d'énergie, de service ou d'œuvre) et (ii) les produits de cueillette (karité et gomme arabique notamment).</p> <p>La plupart des opérations d'enquête et de recensement (RGPH, EDSM, MICS, ELIM et EMOP) restent financées par l'extérieur. Lorsque le Partenaire Technique et Financier (PTF) se retire ou suspend sa participation à une opération, elle n'est plus réalisée.</p> <p>L'étude assortie d'un plan de renforcement des capacités et d'un guide en matière de comptabilité environnementale recommande :</p> <p>1. Au Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du</p>

	<p>Développement Durable de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - instaurer un système de collecte d'informations statistiques permettant de renseigner les indicateurs environnementaux et les comptes environnementaux. Ce système sera en pyramide, des collectivités décentralisées vers les structures régionales, puis nationales, ensuite la CPS et enfin l'INSTAT. - mener des enquêtes spécifiques dans le domaine de l'environnement pour avoir une base de données initiales qui sera mise à jour périodiquement ; - former un panel de formateurs locaux en comptabilité environnementale (formation à l'extérieur du pays) ; <p>2. A la Direction Nationale des Eaux et Forêts de :</p> <p>réaliser une enquête nationale de consommation de tous les produits forestiers et la mise en place d'un système nationale de suivi des ressources naturelles, afin d'offrir à l'INSTAT une nouvelle base plus viable pour le calcul du PIB du secteur primaire.</p> <p>3. A l'Institut National de Statistique de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - former les comptables nationaux à la comptabilité environnementale en envoyant un panel suivre une formation dans un pays développé et avancé dans le domaine (par exemple le Canada) et ce lot constituera des formateurs locaux au Mali. Ensuite ces formateurs vont assurer la formation continue des autres comptables nationaux. - mettre en œuvre le plan de formation proposé dans la troisième partie du rapport. - commencer l'application par étape, par exemple au niveau des comptes de production d'abord et faire une planification à moyen terme pour le passage vers l'application complète du SCEE.
--	---

	<p>4. AIPE-Mali de :</p> <ul style="list-style-type: none">- organiser des sessions de sensibilisation sur la problématique de la collecte de données statistiques et sur la mise en œuvre du système d'information statistique dans le secteur de l'environnement en insistant sur les données de base indispensables pour la comptabilité environnementale ;- aider les structures concernées à mettre en œuvre le plan de formation proposé;- faire un plaidoyer pour que les structures techniques budgétisent les enquêtes et autres collectes de données statistiques dans leur planification budgétaire.
--	--

ANALYSE ECONOMIQUE DU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR MINIER ET DES DEFIS DE LA PRESERVATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES NATURELLES DANS LE SECTEUR.

Objectif général et spécifiques	Conclusions et Recommandations*
<p>Objectif général : montrer l'importance ou l'apport du secteur minier dans l'économie malienne et la réalisation de la croissance économique verte, mais aussi de mettre en exergue les dommages et inefficiences environnementaux résultant du développement du secteur minier au Mali et d'élaborer sur cette base, un ensemble de propositions de réformes contribuant à l'amélioration de la soutenabilité de la production minière.</p> <p>De façon spécifique, il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - montrer l'apport du secteur minier dans le développement socioéconomique du Mali, - identifier les ressources naturelles les plus affectées (sols, eaux, forêts, faunes sauvages, énergies et matières) par l'activité minière ; - identifier les problèmes environnementaux et sociaux créés par l'exploitation minière au Mali ; - proposer des pistes de réflexion favorisant l'investissement dans un cadre réglementaire et institutionnel adéquat soucieux de la préservation de l'environnement et en supervisant la mise en œuvre de la politique minière. - proposer les réformes nécessaires pour soutenir un secteur minier vert pour une économie verte au Mali ; - analyser les capacités techniques et institutionnelles des structures (publiques, parapubliques, associatives, ONGs, population etc.) en vue de corriger les faiblesses et relever les défis liés au Programme global de Relance Economique, en particulier dans le secteur minier. 	<p>L'activité minière est un moteur du développement économique au Mali. Elle représente près de 6% du PIB et fournit près de 12.000 emplois pour sa forme industrielle et plus de 200.000 pour sa forme artisanale. Elle finance plus d'un quart du budget de l'Etat et est essentielle à son fonctionnement.</p> <p>Les mines industrielles du Mali ont payé presque de 275 milliards de francs CFA au budget de l'Etat en 2014.</p> <p>Ce rôle central dans l'économie malienne s'est affirmé au cours des années 2000, durant lesquelles l'or a pris une place prépondérante dans les exportations.</p> <p>L'activité minière contribue aussi au développement de l'économie malienne à travers les revenus des mineurs, la demande de biens et de services et l'investissement dans les infrastructures et structures locales. Les mines industrielles contribuent au développement des collectivités qu'elles habitent en finançant des initiatives de développement communautaire et en fournissant infrastructures sociales, équipement et services. Mais, ces bénéfices sont souvent jugés insuffisants par les collectivités. Cela est source de tension.</p> <p>Les déplacements de population et la destruction de l'activité agricole contribuent à ces tensions et à une précarité paradoxalement renforcée par l'activité minière. Dans le cadre de l'activité artisanale, les structures institutionnelles et traditionnelles peinent à gérer les problèmes de santé, de violence et de déplacement de populations associés avec l'activité minière. L'impact environnemental biophysique de l'activité minière est essentiellement négatif. L'activité minière détruit les sols et les forêts et pollue les eaux et l'air.</p> <p>Si les mines industrielles essaient de contrôler et corriger ces</p>

impacts en accord avec des standards internationaux, les mineurs artisanaux n'assument pas la responsabilité de leur impact sur l'environnement. L'Etat n'assume également pas de manière satisfaisante son rôle de suivi et de contrôle. La question de la réhabilitation des sites miniers commence à se poser pour les mines industrielles. Elle est simplement ignorée dans le cas des mines artisanales.

Les coûts environnementaux associés à l'activité minière sont difficiles à chiffrer, d'autant plus qu'une partie significative de ces coûts est générée par l'activité informelle artisanale. En l'absence de données claires et de contre-expertise gouvernementale, la communauté a une perception très négative de l'impact minier.

Les dysfonctionnements au niveau de l'activité minière sont essentiellement dus à un manque de fermeté, à une non-application des textes et au clientélisme par les institutions locales et nationales.

L'étude recommande :

1. Pour l'activité d'orpaillage :

- la formalisation du système d'orpaillage traditionnel et l'encadrement de sa modernisation avec fermeté dans le cadre de la révision du Code Minier en cours ;
- une meilleure évaluation de l'impact sur l'environnement de l'activité minière artisanale et une prise de conscience des risques associés;
- la compensation adéquate des villages sur lesquels il a un impact direct.

2. Pour le renforcement du rôle de suivi de l'Etat :

- un meilleur accès des agences gouvernementales aux fonds nécessaires pour leur mission environnementale ;
- une meilleure visibilité sur l'utilisation des revenus du

	<p>secteur minier ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - un renforcement des capacités du Gouvernement à contrôler l'impact environnemental des activités minières. <p>Ces trois axes doivent être considérés dans la révision en cours du <i>Code Minier</i>.</p> <p>3. Pour pérenniser les bénéfices :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le développement d'activités économiques au niveau local qui pourront perdurer après la fermeture de la mine et la réhabilitation des sites miniers. <p>4. Pour améliorer les relations entre Mines et Communautés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'amélioration de la transparence et de la communication entre les sociétés minières et les communautés locales pour permettre l'appropriation par les populations des opportunités créées par l'activité minière et une réduction des tensions et idées fausses qui entachent les relations entre mines et société civile. <p>5. Pour promouvoir l'investissement dans le secteur minier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'accroissement du capital minéral du Mali prêt à être développer ; - l'augmentation des flux d'investissements étrangers dans le secteur minier. <p>*NB : Pour chaque recommandation, un tableau de mesures est proposé.</p>
--	---

GUIDE METHODOLOGIQUE DE PLANIFICATION ET DE BUDGETISATION EN FAVEUR DE LA DURABILITE ENVIRONNEMENTALE AUX NIVEAUX NATIONAL ET LOCAL

Objectif général et spécifiques	Conclusions et Recommandations
<p>Objectif général : contribuer à l'atteinte de la durabilité environnementale dans l'exécution de toutes les actions de développement à travers l'amélioration de la prise en compte de l'environnement dans la planification et la budgétisation aux niveaux national et local</p> <p>De façon spécifique, il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • connaître le système de planification et de budgétisation du Mali ; • fournir une démarche méthodologique pour prendre en compte des actions de gestion de l'environnement dans les plans et budgets nationaux et locaux; • élaborer un guide méthodologique de planification et de budgétisation en faveur de la durabilité environnementale aux niveaux national et local. 	<p>Malgré les efforts consentis par le Mali, le processus de dégradation de l'environnement et d'utilisation non durable des ressources naturelles n'a pas pu être inversé, ni même freiné. Cela s'explique entre autres, par : l'insuffisance de ressources financières allouées pour la mise en œuvre des actions environnementales, la mauvaise planification des actions de protection de l'environnement et des ressources naturelles, l'insuffisante implication et participation des populations aux actions de développement pourtant conçues pour elles, mais non par elles, la persistance de conditions climatiques défavorables.</p> <p>L'un des moyens d'inverser cette tendance est l'intégration de la durabilité environnementale dans la planification et la budgétisation. Il s'agit essentiellement de prendre en compte cette problématique dans les mécanismes et institutions gouvernementaux, de façon à modifier la nature de la culture et des pratiques décisionnelles.</p> <p>Le Guide produit, recommande de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. impliquer et mobiliser les parties prenantes à la prise en compte de la durabilité environnementale dans les processus de planification et de budgétisation aux niveaux national et local ; 2. renforcer les capacités des acteurs à la prise en compte de la durabilité environnementale dans les processus de planification et de budgétisation aux niveaux national et local ; 3. mettre en place les dispositifs nécessaires pour la prise en compte de la durabilité environnementale dans les processus de planification et de budgétisation aux niveaux national et local.

GUIDE METHODOLOGIQUE OU NOTE D'ORIENTATION POUR L'INTEGRATION DE LA DIMENSION « CHANGEMENT CLIMATIQUE » DANS LES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT AU MALI.

Objectif général et spécifiques	Conclusions et Recommandations
<p>Objectif général : contribuer au développement durable à travers la mise à disposition d'outils méthodologiques permettant d'améliorer la résilience des populations et des facteurs de productions aux changements climatiques, de veiller à la mise en œuvre d'un développement « sans regret », d'éviter des actions mal adaptées, de faciliter la prise en compte des priorités de gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles dans le processus décisionnel au niveau des politiques et stratégies de lutte contre les changements climatiques au Mali.</p> <p>De façon spécifique, il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier les effets des changements climatiques sur le développement économique en général et la productivité et reproductrice des ressources naturelles et de l'environnement en particulier ; - identifier les points d'entrée et développer l'argumentaire en faveur de l'intégration du changement climatique ; - Identifier les acteurs et les cadres de concertation et de coordination intersectorielles pour l'intégration des changements climatiques ; - définir la démarche et élaborer l'approche méthodologique de prise en compte des changements climatiques dans les options stratégiques et opérationnelles de développement du Mali ; - fournir une base analytique pour intégrer une réflexion sur la durabilité environnementale dans les priorités de développement ; - proposer des cas concrets en termes d'exemples suivant la méthodologie définie dans le guide ; - fournir un cadre cohérent et harmonisé du processus participatif des parties prenantes à l'intégration des changements climatiques dans les politiques de développement du Mali. 	<p>Il y a une prise de conscience collective sur les changements climatiques et une volonté de tous à accompagner toute action de développement pouvant y apporter une réponse. Le phénomène des changements climatiques, tel que perçu à travers les avis émis, peut constituer un frein au développement à la base car, il touche négativement tous les maillons. Les segments les plus pauvres de la société seront les plus gravement touchés par ces phénomènes car, ce sont eux qui sont les moins en mesure de s'y adapter.</p> <p>La commune est le niveau le plus vulnérable. Les efforts de développement doivent être axés sur les potentialités des communes. La problématique de l'adaptation aux changements climatiques doit désormais être prise en compte dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement à la base à travers les Plans de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC), afin que les efforts de développement ne soient pas vains.</p> <p>Les risques climatiques, les moyens et modes d'existence varient d'une zone agro-écologique à une autre et d'une commune à une autre. La prise en compte de cette problématique dans les politiques de développement au Mali, est préconisée.</p> <p>Le guide peut être considéré comme outil de base pour toute planification.</p> <p>Les solutions durables les plus efficaces, sont celles qui bénéficient de l'appui des populations locales qui, le plus souvent, les mettent elles-mêmes en œuvre</p> <p>Le secteur primaire qui emploie environ 80% de la population active et contribue à hauteur de 36,9% au Produit Intérieur Brut (PIB), mérite d'être soutenu dans son combat contre les changements</p>

	<p>climatiques notamment, par des textes législatifs et réglementaires.</p> <p>L'étude recommande :</p> <p>La planification et la mise en œuvre de mesures législatives et réglementaires visant à renforcer la capacité d'adaptation et de résilience des populations face aux effets des changements climatiques par :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- l'élaboration et la signature d'un arrêté interministériel pour la mise en place d'une Commission pluridisciplinaire chargée de la conduite du processus de prise en compte des questions de changements climatiques. L'initiateur de cet acte sera le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable (en charge du Point focal Changements climatiques). 2- L'élaboration d'un projet de loi pour la création de la Commission pluridisciplinaire en prenant soin d'en définir les missions et les structures qui la composent (L'initiateur de cet acte sera le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable). 3- L'élaboration d'un projet de loi sur l'intégration de la « dimension changement climatique » dans les politiques de développement au Mali (Les initiateurs de cet acte seront le Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable et celui de l'Équipement, des Transports et du Désenclavement. Il importe de préciser que cet acte fixera entre autres, le budget global y afférent). 4- L'élaboration d'un projet de loi relative à l'inscription des questions de changements climatiques sur une ligne budgétaire dans le budget d'Etat qui sera créée au niveau du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable qui en initiera l'acte.
--	---

	<p>5- L'utilisation du Fonds National d'Appui à l'Agriculture à travers son guichet « Risques et Calamités Agricoles » en vue de minimiser l'impact des risques majeurs et des calamités sur le développement agricole et les conditions de vie des populations rurales.</p> <p>6- Le recours en cas de force majeure, au Ministère de l'Economie et des Finances ou aux partenaires du Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable notamment, le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).</p>
--	---

APPUI TECHNIQUE A L'INSTITUTIONNALISATION DES OUTILS ECONOMIQUES POUR UNE MEILLEURE ALLOCATION DES RESSOURCES BUDGETAIRES EN FAVEUR D'UNE UTILISATION RATIONNELLE DES RESSOURCES NATURELLES POUR L'ECONOMIE	
Objectif général et spécifiques	Conclusions et Recommandations
<p>Objectif général : L'objectif général est de faciliter l'institutionnalisation des outils économiques au niveau national, décentralisé et privé pour une utilisation rationnelle des budgets alloués au secteur de l'environnement à des fin économiques au Mali.</p> <p>De façon spécifique, il s'agit de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier et partager les outils économiques disponibles en lien avec la pauvreté et l'environnement aux niveaux national, décentralisé et privé avec les parties prenantes sur les ressources naturelles; - produire une note technique décrivant les mécanismes et principales étapes de l'institutionnalisation des outils économiques dans le domaine de l'environnement au Mali. 	<p>Le constat majeur est qu'aujourd'hui peu de ressources sont allouées à la protection de l'environnement et à la lutte contre la pauvreté au Mali. Ces ressources varient actuellement entre 1 et 14% du Budget d'Etat, dépendant des années et des arbitrages budgétaires, avec une moyenne se situant autour de 4%. Cependant des outils économiques existent, certains sont institutionnalisés, d'autres pas.</p> <p>L'institutionnalisation des outils économiques, tout au moins pour ceux qui ne le sont pas déjà, pourrait permettre d'améliorer le niveau d'allocation des ressources de l'Etat à la protection de l'environnement et à la lutte contre la pauvreté. On s'attend, avec l'institutionnalisation, à ce que la moyenne d'allocation des ressources passe de 4 à 20%. Ce qui aura des conséquences très positives sur l'économie nationale.</p> <p>Certains outils économiques déjà institutionnalisés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) - le Budget Programme (BP) ;

	<ul style="list-style-type: none"> - le Programme de Développement Economique Social et Culturel (PDESC) ; - la Revue budgétaire (RB). <p>Les outils pertinents non encore institutionnalisés sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'Evaluation Environnementale Stratégique (EES); - l'analyse économique-environnementale ; - la revue des dépenses publiques ; - le Plan Stratégique de Développement Régional (PSDR). <p>L'étude, assortie d'un plan d'action budgétisé recommande de :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. mettre en place un environnement politique, législatif, réglementaire et financier favorable à 2. mettre en place un cadre institutionnel approprié et le rendre opérationnel ; 3. renforcer les capacités des acteurs ; 4. établir des mécanismes de gouvernance et de supervision 5. développer des partenariats ; 6. généraliser l'analyse économique de l'environnement ; 7. faire du plaidoyer en faveur de l'environnement <p>* NB : Pour chaque recommandation, un tableau de mesures est proposé.</p>
--	--

RAPPORT SUR L'ETAT DE L'ENVIRONNEMENT AU MALI

Objectif général et spécifiques	Conclusions et Recommandations
<p>Objectif général : Produire un rapport national sur l'état de l'environnement du Mali sur la période 2012- 2014.</p> <p>De façon spécifique, il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - donner l'évolution des principales composantes (végétation, terres, eau, air, énergie, biodiversité, établissements humains et cadre de vie) de l'environnement et les pressions exercées avec des indicateurs pertinents (2012 à 2014) ; - faire un état des lieux de la gouvernance environnementale tout en faisant une analyse critique sur les différents aspects ; - faire des recommandations pertinentes pour améliorer la gestion des ressources naturelles et du cadre vie de population par secteur ; - appuyer le processus d'élaboration de rapports périodiques en vue de la contribution à la production du rapport sur l'Avenir de l'Environnement en Afrique et au niveau mondial. 	<p>L'étude démontre une tendance continue à la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles malgré les efforts consentis par l'état et les collectivités territoriales. L'avenir du Mali dépend largement de la protection de l'environnement en raison de la nature de l'économie, mais aussi et surtout de la dépendance des populations aux ressources naturelles. Face aux multiples pressions aux impacts et effets diverses, la dégradation de l'environnement menace le développement durable dans ses trois dimensions : économique, social et environnemental. La mise en place des conditions d'un développement économiquement et socialement durable s'impose pour le Mali à court et moyen termes. Mais, cela passe par la capacité du pays à faire face aux différents défis que posent l'environnement, notamment, le changement climatique, la déforestation et les différentes et fortes pressions anthropiques.</p> <p>L'étude recommandede :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. engager dans la durée et dans tous les secteurs des programmes d'éducation environnementale, en vue d'inverser les tendances actuelles en termes de pressions ; 2. mettre en place un dispositif opérationnel de suivi des réponses apportées par les acteurs dans le domaine de l'environnement, ainsi qu'une division chargée de l'élaboration du rapport sur l'état de l'environnement (au niveau du département information environnementale de l'AEDD), ainsi qu'un mécanisme institutionnel pour l'élaboration des rapports nationaux sur l'état de l'environnement en responsabilisant davantage les départements sectoriels dans la conduite de ce travail ; 3. mettre en place d'un dispositif d'enquête sur les principales

	<p>préoccupations environnementales et une base de données environnementales ;</p> <ol style="list-style-type: none">4. intégrer dans le processus de planification environnementale les outils permettant la prise en compte du genre et de mieux suivre la situation de l'environnement ;5. renforcer la coordination politique et technique du secteur de l'environnement, en mettant en place un cadre opérationnel de suivi des engagements internationaux et leur traduction dans les différentes politiques et programmes, avec des cadres de mesures à l'appui ;6. mener des plaidoyers en faveur d'une meilleure priorisation et une augmentation des allocations budgétaires en faveur de l'environnement.
--	--

VI. HISTOIRE DE SUCCES/ D'INTERET HUMAIN

La réalisation d'un « Appui à l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat », a eu un impact considérable sur l'augmentation du budget alloué à ce secteur. Ainsi, sur une prévision de 2% en 2014, il est constaté une hausse considérable de 12,78% en 2015 pour une prévision de 20,67% au titre de l'année 2016.

L'implication de tous les acteurs (structures étatiques, les élus, la société civile, les ONG, les personnes ressources, les PTF etc.) intervenant dans le domaine de la préservation de l'environnement a permis au projet IPE-Mali d'atteindre ses objectifs visés en grande partie au titre de cette année 2015.

Les activités exécutées au niveau des collectivités territoriales ont été un grand succès avec l'engagement manifeste des autorités locales et des représentants des institutions telles que l'Assemblée Nationale et le Haut Conseil des Collectivités.

La présence en permanence de ces autorités a eu beaucoup d'influence sur les populations et les maires des communes non ciblés qui ont tous demandé que de telles activités soient organisées au niveau des cercles et des chefs-lieux des régions.

VII. LEÇONS APPRISES

Le point sur les leçons apprises de l'exercice 2015 est un élément essentiel du processus d'amélioration continue du projet. En plus d'être un élément clé d'une saine gestion de la qualité, il donne également l'occasion d'évaluer les nombreuses activités exécutées et d'en tirer des enseignements. Courant 2015 plusieurs leçons ont été apprises. On note :

- Certaines conclusions des études commanditées par l'IPE sont capitalisées dans quelques analyses/évaluations de bailleurs ainsi que dans les activités de communication avec le public. Les demandes spontanées des produits de l'IPE-Mali sont en constante augmentation. Tout cela démontre la pertinence des objectifs et de l'approche de la phase II.
- Des efforts importants ont été faits pour la communication avec une couverture médiatique systématique des activités du projet. L'actualisation et la mise en œuvre de la Stratégie de Communication disponible depuis 2011 permettra d'atteindre d'avantage les cibles et le public. Il s'agira pour l'IPE-Mali qui est à une phase charnière de se positionner davantage comme un partenaire incontournable dans les exercices stratégiques initiés dans les domaines qu'elle couvre.
- L'élargissement des activités de l'IPE aux étudiants et universitaire pour assurer une participation massive du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche. Le partenariat scientifique avec les institutions universitaires est en cours. Il sera renforcé au cours de l'année 2016
- L'appui de l'IPE-Mali au Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable et à celui de l'Economie et des Finances à travers

respectivement l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD) et le Secrétariat Technique de la Cellule Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (ST/CSLP), ainsi qu'à la Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat (CPS/SEEUDE) a été constant. Il a permis de renforcer les capacités informationnelles et techniques grâce notamment à des études (REE-2012-2014, SNDD, CSCRP relu, CDMT du SEEUDE) et un soutien à l'organisation de réunions. Compte tenu des sollicitations que ces deux institutions ont faites à l'IPE, on peut dire que le projet est considéré comme un maillon important dans la production de données et d'informations utiles à leurs exercices de planification et de budgétisation respectifs.

- La nécessité de renforcer les capacités des services techniques déconcentrés et des Collectivités Territoriales sur les liens pauvreté environnement et le changement climatique a été démontré surtout par les activités exécutées au niveau des collectivités décentralisées.
- La prise de conscience des populations locales par rapport à la dégradation des ressources naturelles et aux impacts des changements climatiques en relation avec leurs revenus et un engagement des autorités locales à mieux prendre en compte les liens pauvreté-environnement et les changements climatiques dans la planification et la budgétisation au niveau local.
- La collaboration IPE-Mali et acteurs de développement à travers la participation assidue des membres des Comités d'experts technique et de validation des rapports/étude a été très fructueuse et constante au cours de l'année 2015. Cette fidélité est un atout essentiel à renforcer pour soutenir et disséminer les résultats et renforcer l'impact et le consensus autour des produits IPE-Mali.
- Le partenariat IPE-Mali et partenaires techniques et financiers du Mali (Groupe des PTFs environnement et agriculture) n'a pas été très dynamique cette année. Toutefois, la redynamisation de cette collaboration doit être un point central pour IPE-Mali afin de faciliter la pérennité des impacts du projet.
- L'amélioration du système de suivi et de rapportage est incontournable. Il importe de définir dès le premier trimestre de 2016 un mécanisme précis de suivi des progrès et d'évaluation. L'évaluation des impacts nécessitera un suivi (ponctuel après les activités) et physique après une période bien déterminée.

VIII. RISQUES ET HYPOTHESES

En 2015, le retard dans la mobilisation des fonds au cours du 1^{er} trimestre a ralenti le rythme de réalisation de certaines activités du projet et du coup d'atteinte de certains objectifs. A cela, s'ajoutent les contraintes de mobilisation de la contrepartie nationale du budget mobilisé pour la mise en œuvre des activités prévues au titre de l'année. L'action d'atténuation a été de réviser le plan de travail de façon réaliste et de le soumettre à l'approbation des parties impliquées, ce qui permis à l'équipe du projet de réaliser la presque totalité des activités retenues dans le PTA révisé.

IX. DEVELOPPEMENT DES CAPACITES

Pays	Formation / Atelier	Thèmes	Dates (2015)	Groupes cibles	Nombre des participants		
					Femmes	Hommes	Total
Mali	Renforcement des capacités	Renforcement des capacités des Collectivités, des services techniques locaux à mieux verdir les plans et budgets locaux de développement	20-21-22 mai	Directions nationales des départements ministériels impliqués dans la gestion durable de l'environnement; des Partenaires Techniques et Financiers; des élus locaux ou décideurs politiques; des ONG et de la société civile.	21	39	60
	Renforcement des capacités	Appui à la prise en compte du changement climatique dans le PDESC de la Commune de Sido (Cercle de Bougouni), Région de Sikasso	26-27 Nov.	les élus, les représentants des structures étatiques, les organisations de la société civile de la commune, les représentants des communautés villageoises,	9	41	50
	Renforcement des capacités	Appui à la prise en compte du changement climatique dans le PDESC de la Commune Djèguena (Cercle de San) Région de Ségou	7-8 Déc	les élus, les représentants des structures étatiques, les organisations de la société civile de la commune, les représentants des communautés villageoises,	11	39	50
	Renforcement des capacités	Appui à la prise en compte du changement climatique dans le PDESC de la Commune de Gouendo (Cercle de Baraoueli), Région de Ségou	22-23 Déc	les élus, les représentants des structures étatiques, les organisations de la société civile de la commune, les représentants des communautés villageoises,	15	35	50
	Renforcement des capacités	Appui à la prise en compte du changement climatique dans le PDESC de la Commune Boron(Cercle de Banamba), Région de Koulikoro	28- 29 Déc.	les élus, les représentants des structures étatiques, les organisations de la société civile de la commune, les représentants des communautés villageoises,	13	37	50
Total					69	191	260

X. ANNEXES

ANNEXE 1 : PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2015 (VERSION INITIALE)

Titre du projet :	Projet Initiative Pauvreté -Environnement (IPE)/Mali
Issue(s) de l'UNDAF :	<p>Les groupes vulnérables y compris les populations déplacées disposent des capacités leur permettant de vivre dans un environnement sain et sont mieux protégés contre les maladies hydriques.</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ <i>Populations vulnérables recevant l'accès à de l'eau potable ;</i> ✓ <i>Populations vulnérables utilisant des latrines équipées de lave-mains.</i>
Priorité nationale (CSCR)	<p>Promotion d'une croissance accélérée, durable, favorable aux pauvres et créatrice d'emplois et d'activités génératrices de revenus. Incidence de la pauvreté monétaire (nationale, urbaine et rurale) en %.</p> <p>Indicateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ <i>Proportion, dans l'ensemble de la population rurale active, des femmes ayant l'accès à la terre ;</i> ✓ <i>Proportion des personnes en difficulté alimentaire prises en charge (%).</i> <p>Renforcement des bases à long terme du développement et de l'accès équitable aux services sociaux de qualité.</p>
Priorité nationale (Axe 1) :	
Priorité nationale (Axe 2) :	
Effet du CPAP / Sous-programme pauvreté :	Un développement durable promu par une meilleure gestion de l'environnement par les secteurs privé et public, et en particulier les collectivités locales est renforcé.
Issue(s) attendue(s) :	Intégration des liens pauvreté-environnement dans les stratégies et politiques nationales de développement (CSCR et autres).
But(s) attendu(s) :	Améliorer la mise en œuvre des objectifs de développement par une meilleure intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques, plans et cadres budgétaires associés pour une meilleure utilisation des ressources naturelles en tant que composante clé de la lutte contre la pauvreté.
Partenaires nationaux de	Ministre de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement(MEEA) en collaboration avec la Cellule CSLP du Ministère de l'Economie

La matrice de mise en œuvre des activités se présente comme ci-dessous :

Produit 1: les capacités institutionnelles pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques et stratégies nationales de développement sont renforcées en appui à la durabilité environnementale pro-pauvre.								
Indicateurs:								
1. Nombre de décideurs qui ont sollicité de façon autonome les produits IPE pour leurs activités								
2. Nombre de politiques, plans et programmes qui ont intégré les liens P-E de façon adéquate								
3. Nombre de dispositions légales prises pour l'institutionnalisation des produits IPE.								
4. Nombre de champions IPE actifs par secteur.								
5. Axes UNDAF/CPD qui ont intégré les liens pauvreté-environnement								
6. Politiques nationales/sectorielles/plans ayant intégré la dimension genre de façon substantielle.								
7. Collectivités locales outillées pour l'intégration des liens P-E, les changements climatiques et le genre dans leurs plans de développement local et budgets								
Principales activités prévues	Chronogramme				Partie responsable	Budget		
	Q1	Q2	Q3	Q4		Source de financement	Montant du budget en FCFA	Montant du budget en USD
1.1.1 Restitution et utilisation des études économiques de la phase actuelle de l'IPE/Mali (Etude économique de l'environnement, RDPE, Etude riz etc.) à des fins de renforcement des capacités de l'Administration nationale, des PDSEC et du secteur privé pour l'intégration des liens P-E.					MEADD	Gouvernement du Mali	25 000 000	50 000
1.1.3 Appui technique à la mise en œuvre et au suivi du verdissement du CSCR (2012-2017).					MEADD	PNUD	5 000 000	10 000
1.1.4. Renforcement des capacités des collectivités et des services techniques locaux à mieux verdir les plans et budgets locaux de développement.					MEADD	Gouvernement du Mali	15 000 000	30 000
1.1.5. Formation des champions et autres acteurs clés au niveau des ministères sur la méthodologie et les outils d'intégration des liens P-E dans les politiques et stratégies de développement.					MEADD	PNUD	10 000 000	20 000
1.1.6 Evaluation Environnementale Stratégique (EES) du secteur de l'énergie.					MEADD	IPE/AFRIQUE	6 500 000	13 000
1.1.7 Evaluation Environnementale et Stratégique (EES) de la Politique de Développement Agricole (PDA) du Mali.					MEADD	IPE/AFRIQUE	6 500 000	13 000

1.1.8 Renforcement des capacités des comptables nationaux et des autres parties prenantes en matière de comptabilité environnementale pour améliorer la contribution des ressources naturelles et environnementales au PIB.					MEADD	IPE/AFRIQUE	6 500 000	13 000
1.1.10 Analyse économique du développement du secteur minier et des défis de la préservation de l'environnement et des ressources naturelles dans le secteur.					MEADD	PNUD	7 000 000	14 000
1.1.11 Intégration des liens P-E dans UNDAF/CPD et processus associés.					MEADD	IPE/AFRIQUE	2 500 000	5 000
1.2.1. Elaboration d'un guide d'intégration opérationnel des questions de genre, de la vulnérabilité sociale, des droits humains et des changements climatiques dans la démarche méthodologique de prise en compte des liens pauvreté-environnement au niveau des secteurs.					MEADD	PNUD	7 000 000	14 000
1.2.2 Revue du système national de collecte des données sur l'environnement pour la comptabilité du capital naturel et la désagrégation intégrant les dimensions genre-pauvreté.					MEADD	PNUD	7 000 000	14 000
1.2.3. Développement des capacités (formation, sensibilisation en termes plaidoyer et de lobbying) des élus nationaux et locaux (Assemblée Nationale, Haut Conseil des Collectivités, Conseil Economique et Social) pour la prise en compte des liens P-E, des changements climatiques et du genre dans les dispositions légales pour le développement.					MEADD	Gouvernement du Mali	15 000 000	30 000
1.3.1. Analyse des cadres de concertation relatifs à la gestion durable des ressources naturelles et environnementales pour leur renforcement aux niveaux national et régional.					MEADD	IPE/AFRIQUE	5 000 000	10 000
1.3.2. Participation régulière aux travaux des groupes PTF agriculture et environnement pour la prise en compte des liens pauvreté-environnement dans les cadres de concertation intra partenaires.					MEADD	IPE/AFRIQUE	2 500 000	5 000
1.4.1. Renforcement des capacités institutionnelles du système de suivi/évaluation des structures techniques nationales y compris l'Institut national de Statistiques pour améliorer le système de rapportage et de S/E aux niveaux national et des collectivités territoriales.					MEADD	PNUD	7 000 000	14 000
TOTAL 1							127 500 000	255 000
Produit 2: Les mécanismes de planification et d'allocation budgétaires ainsi que les cadres de dépenses publiques sont améliorés/institutionnalisés pour une meilleure intégration des objectifs pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans les politiques nationales et sectorielles aux fins d'une croissance économique durable pro-pauvre.								

Indicateurs:								
1. Taux d'allocation budgétaire pour le secteur de l'environnement								
2. Taux d'allocations budgétaires pour la durabilité environnementale par secteur.								
3. Nombre de secteurs qui utilisent l'approche bénéfices-coûts en tant que mécanisme régulier d'appui à leurs activités								
4. Nombre de noyaux d'experts opérationnels pour l'utilisation des outils économiques pour l'environnement								
Principales activités prévues	Chronogramme				Partie responsable	Budget		
	Q1	Q2	Q3	Q4		Source de financement	Montant du budget en FCFA	Montant du budget en USD
2.1.1. Etudes régulières de Revue de Dépenses Publique pour le développement des capacités techniques des Ministères pour une pratique de budgétisation institutionnalisée en faveur de la durabilité environnementale pro-pauvre.					MEADD	IPE/MALI	6 500 000	13 000
2.1.2. Appui à l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat du MEADD.					MEADD	PNUD	10 000 000	20 000
2.1.3. Elaboration et diffusion d'un guide méthodologique de planification et de budgétisation en faveur de la durabilité environnementale aux niveaux national et local.					MEADD	PNUD	6 500 000	13 000
2.1.4. Appui technique au développement des capacités des institutions (notamment Ministère de l'Economie et des Finances, du budget et l'Assemblée Nationale) pour l'application des mesures législatives et réglementaires en faveur d'une budgétisation de durabilité environnementale pro – pauvre au Mali.					MEADD	IPE/MALI	2 500 000	5 000
2.1.5. Appui technique à l'institutionnalisation des outils économiques (revue des dépenses publiques sectorielles, revues budgétaires, analyses économique-environnementales etc.), pour une meilleure allocation des ressources budgétaires en faveur d'une utilisation rationnelle des ressources naturelles pour l'économie.					MEADD	PNUD	10 000 000	20 000
2.1.6 Appui technique à la mise en place et au renforcement des capacités d'un noyau d'experts nationaux sur l'élaboration des outils économiques et ceux du droit de l'environnement					MEADD	Gouvernement du Mali	25 000 000	50 000
2.2.1 Elaboration et diffusion d'un guide méthodologique ou note d'orientation pour l'intégration de la dimension "changement climatique" dans les politiques de développement au Mali.					MEADD	IPE/MALI	7 500 000	15 000

2.2.2. Formation d'un noyau national d'experts sur la problématique du changement climatique et les approches et outils de son intégration dans les politiques nationales et sectorielles de développement.					MEADD	PNUD	10 000 000	20 000
2.2.3. Appui aux Collectivités Territoriales pour la prise en compte du changement climatique dans les PDESC : cas de quelques communes.					MEADD	Gouvernement du Mali	20 000 000	40 000
TOTAL 2							98 000 000	196 000
Produit 3: Les cadres de dialogue et d'échanges sur les outils et approches IPE sont renforcés pour une utilisation massive des produits IPE et pour fin de partenariat et de coopération Sud-Sud.								
Indicateurs:								
1. Pourcentage des recommandations issues des voyages d'études mises en œuvre								
2. Nombre de journalistes impliqués.								
Principales activités prévues	Chronogramme				Partie responsable	Budget		
	Q1	Q2	Q3	Q4		Source de financement	Montant du budget en FCFA	Montant du budget en USD
3.1.1. Organisation d'une série de voyages d'études et d'échanges d'expériences sur les différents approches et outils d'intégration des liens pauvreté et environnement pour la capitalisation des bonnes pratiques dans un contexte de développement durable pro-pauvre.					MEADD	IPE/AFRIQUE	7 000 000	14 000
3.2.1 Organisation des tables rondes et de débats radio-télévisés sur l'approche méthodologique, la stratégie, les résultats et leçons apprises pour accroître la visibilité de l'IPE/Mali.					MEADD	PNUD	7 500 000	15 000
3.2.2 Renforcement des capacités des journalistes de la presse écrite et audio-visuelle sur la problématique « genre et durabilité environnementale » (avec un fort accent sur le réseau de journalistes spécialisés en environnement).					MEADD	IPE/AFRIQUE	4 000 000	8 000
3.2.3 Développement des outils et produits de sensibilisation/conscientisation et de plaidoyer en direction des décideurs politiques ciblés					MEADD	PNUD	10 000 000	20 000
TOTAL 3							28 500 000	57 000
Produit 4 .Le mécanisme de coordination et de gestion du projet est mis en place								
Indicateurs:								
1. Le mécanisme de coordination et de gestion du projet est mise en place								
Principales activités prévues	Chronogramme				Partie	Budget		

	Q1	Q2	Q3	Q4	responsable	Source de financement	Montant du budget en FCFA	Montant du budget en USD
4.1.1. Suivi / évaluation IPE-Mali Phase III					MEADD	IPE/AFRIQUE	500 000	1 000
4.1.2. gestion de la cellule de coordination					MEADD	PNUD	43 000 000	86 000
						IPE/AFRIQUE	142 500 000	285 000
4.1.3. Formations et renforcement des capacités du personnel et des Experts					MEADD	PNUD	10 000 000	20 000
TOTAL 4							196 000 000	392 000
GRAND TOTAL (1+2+3+4)							450 000 000	900 000

Le tableau de répartition du budget entre les contributeurs se présente comme ci-dessous :

Source de fonds	Montant en USD	Montant en FCFA
PNUD	300 000	150 000 000
IPE/AFRIQUE	400 000	200 000 000
Gouvernement du Mali	200 000	100 000 000
Total	900 000	450 000 000

ANNEXE 2 : PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2015 (VERSION REVISEE 1)

Produit 1: les capacités institutionnelles pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques et stratégies nationales de développement sont renforcées en appui à la durabilité environnementale pro-pauvre.

Indicateurs:

1. Nombre de décideurs qui ont sollicité de façon autonome les produits IPE pour leurs activités
2. Nombre de politiques, plans et programmes qui ont intégré les liens P-E de façon adéquate
3. Nombre de dispositions légales prises pour l'institutionnalisation des produits IPE.
4. Nombre de champions IPE actifs par secteur.
5. Axes UNDAF/CPD qui ont intégré les liens pauvreté-environnement
6. Politiques nationales/sectorielles/plans ayant intégré la dimension genre de façon substantielle.
7. Collectivités locales outillées pour l'intégration des liens P-E, les changements climatiques et le genre dans leurs plans de développement local et budgets

Principales activités prévues	Chronogramme				Partie responsable	Budget				
	Q1	Q2	Q3	Q4		Source de financement	code de compte	Description du budget	Montant du budget (USD)	Montant du budget (FCFA)
1.1 Restitution et utilisation des études économiques de la phase actuelle de l'IPE/Mali (Etude économique de l'environnement, RDPE, Etude riz etc.) à des fins de renforcement des capacités de l'Administration nationale, des PDSEC et du secteur privé pour l'intégration des liens P-E.					MEADD	IPE/AFRIQUE	71300	Consultant National: USD 10,000	30 000	15 000 000
							71600	Voyage : USD 7,000		
							72200	Equipement et Fourniture : USD 9,820		
							74500	Autres charges : USD 3,000		
							75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 180		
1.2 Appui technique à la mise en œuvre et au suivi du verdissement du CSCRP (2012-2017).					MEADD	PNUD	74500	Autres charges : USD19 400	20 000	10 000 000
							75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 600		
1.3. Renforcement des capacités des Collectivités, des services techniques locaux à mieux verdir les plans et budgets locaux de développement.					MEADD	IPE/AFRIQUE	71300	Consultant National: USD 4,000	15 000	7 500 000
							71600	Voyage : USD 5,000		
							72200	Equipement et Fourniture : USD 4,050		
							74500	Autres charges : USD 1,500		
							75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 450		

1.5 Evaluation Environnementale Stratégique (EES) du secteur de l'énergie.				MEADD	IPE/AFRIQUE	71300	Consultant National: USD 14,400	25 000	12 500 000
						71600	Voyage : USD 1,250		
						72200	Equipement et Fourniture : USD 5,000		
						74500	Autres charges : USD 3,600		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 750		
1.6 Evaluation Environnementale et Stratégique (EES) de la Politique de Développement Agricole (PDA) du Mali.				MEADD	IPE/AFRIQUE	71300	Consultant National: USD 14 400	25 000	12 500 000
						71600	Voyage : USD 1,250		
						72200	Equipement et Fourniture : USD 5,000		
						74500	Autres charges : USD 3,600		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 750		
1.7 Renforcement des capacités des comptables nationaux et des autres parties prenantes en matière de comptabilité environnementale pour mieux améliorer la contribution des ressources naturelles et environnementales au PIB.				MEADD	IPE/AFRIQUE	71300	Consultant National: USD 10,000	20 000	10 000 000
						72200	Equipement et Fourniture : USD 7,400		
						74500	Autres charges : USD 2,000		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 600		
1.8 Analyse économique du développement du secteur minier et des défis de la préservation de l'environnement et des ressources naturelles dans le secteur.				MEADD	IPE/AFRIQUE	71200	Consultant International : USD 20,000	53 400	26 700 000
						71300	Consultant National: USD 9 600		
						71600	Voyage : USD 11,400		
						72200	Equipement et Fourniture : USD 5,950		
						74500	Autres charges : USD 4,500		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 1,950		
1.10. Evaluation économique du coût de la dégradation de l'environnement et des bénéfices liés à la gestion durable des ressources naturelles en tant que composante clé de lutte contre la pauvreté au Mali				MEADD	PNUD	71200	Consultant International : USD 32,000	80 000	40 000 000
						71300	Consultant National: USD 19,200		
						71600	Voyage : USD 12,710		
						72200	Equipement et Fourniture : USD 5,950		

				74500	Autres charges : USD 7,800		
				75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 2,340		
TOTAL 1						268 400	134 200 000

Produit 2: Les mécanismes de planification et d'allocation budgétaires ainsi que les cadres de dépenses publiques sont améliorés/institutionnalisés pour une meilleure intégration des objectifs pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans les politiques nationales et sectorielles aux fins d'une croissance économique durable pro-pauvre.

Indicateurs:

1. Taux d'allocation budgétaire pour le secteur de l'environnement
2. Taux d'allocations budgétaires pour la durabilité environnementale par secteur.
3. Nombre de secteurs qui utilisent l'approche bénéfices-coûts en tant que mécanisme régulier d'appui à leurs activités
4. Nombre de noyaux d'experts opérationnels pour l'utilisation des outils économiques pour l'environnement

Principales activités prévues	Chronogramme				Partie responsable	Budget				
	Q1	Q2	Q3	Q4		Source de financement	code de compte	Description du budget	Montant du budget (USD)	Montant du budget (FCFA)
2.2. Appui à l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat du MEADD.					MEADD	PNUD	71300	Consultant National: USD 9,000	20 000	10 000 000
							72200	Equipement et Fourniture : USD 7,400		
							74500	Autres charges : USD 3,000		
							75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 600		
2.3. Elaboration et diffusion d'un guide méthodologique de planification et de budgétisation en faveur de la durabilité environnementale aux niveaux national et local.					MEADD	PNUD	71300	Consultant National: USD 8 600	20 000	10 000 000
							71600	Voyage : USD 1,250		
							72200	Equipement et Fourniture : USD 6,684		
							75100	Autres charges : USD 2 200		
							75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 1,266		
2.5. Appui technique à l'institutionnalisation des outils économiques (revue des dépenses					MEADD	PNUD	71300	Consultant National: USD 18 600	31 000	15 500 000
							71600	Voyage : USD 1,250		

publiques sectorielles, revues budgétaires, analyses économique-environnementales etc.), pour une meilleure allocation des ressources budgétaires en faveur d'une utilisation rationnelle des RN pour l'économie.						72200	Equipement et Fourniture : USD 7,684		
						74500	Autres charges : USD 2 200		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 1,266		
2.7, Elaboration et diffusion d'un guide méthodologique ou note d'orientation pour l'intégration de la dimension «changement climatique» dans les politiques de développement au Mali.				MEADD	IPE/AFRIQUE	71300	Consultant National: USD 5 600	16 000	8 000 000
						71600	Voyage : USD 1,250		
						72200	Equipement et Fourniture : USD 5,684		
						74500	Autres charges : USD 2 200		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 1,266		
2.9. Atelier de formation sur l'intégration du genre				MEADD	PNUD	71600	Voyage : USD 14,000	16 000	8 000 000
						74500	Autres charges : USD 1,490		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 510		
2.10. Appui aux Collectivités Territoriales pour la prise en compte du changement climatique dans les PDESC : cas de quelques communes.				MEADD	Gouvernement du Mali	74500	Autres charges : USD 80 000	82 000	41 000 000
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 2,000		
TOTAL 2								185 000	92 500 000

Produit 3: Les cadres de dialogue et d'échanges sur les outils et approches IPE sont renforcés pour une utilisation massive des produits IPE et pour fin de partenariat et de coopération Sud Sud.

Indicateurs:

1. Pourcentage des recommandations issues des voyages d'études mises en œuvre

2. Nombre de journalistes impliqués.

Principales activités prévues	chronogramme				Partie responsable	Budget				
	Q1	Q2	Q3	Q4		Source de financement	code de compte	Description du budget	Montant du budget (USD)	Montant du budget (FCFA)
3.1. Organisation d'une série de voyages d'études et d'échanges d'expériences sur les différents approches et outils d'intégration des liens pauvreté et environnement pour la capitalisation des bonnes pratiques dans un contexte de développement durable pro-pauvre.					MEADD	IPE/AFRIQUE	71600	Voyage : USD 14,000	16 000	8 000 000
							74500	Autres charges : USD 1,490		
							75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 510		
3.2, Organisation des tables rondes et de débats radio-télévisés sur l'approche méthodologique, la stratégie, les résultats et leçons apprises pour accroître la visibilité de l'IPE/Mali.					MEADD	PNUD	74205	Productions audio visuelles : USD 3,480	4 000	2 000 000
							74500	Autres charges : USD 400		
							75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 120		
3.3, Reunion regionale de l'IPE-Afrique					MEADD	IPE/AFRIQUE	71600	Voyage : USD 7,000	10 000	5 000 000
							74500	Autres charges : USD 2,640		
							75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 360		
TOTAL 3								30 000	15 000 000	

Produit 4 .Le mécanisme de coordination et de gestion du projet est mis en place

Indicateurs:

1. Le mécanisme de coordination et de gestion du projet est mise en place

Principales activités prévues	chronogramme				Partie responsable	Budget				
	Q1	Q2	Q3	Q4		Source de financement	code de compte	Description du budget	Montant du budget (USD)	Montant du budget (FCFA)
4.1. Suivi / évaluation IPE-Mali Phase III					MEADD	IPE/AFRIQUE	74500	Autres charges : USD 0	-	-
4.2. gestion de la cellule de coordination					MEADD	PNUD	71300	Consultant National: USD 38,600	94 000	47 000 000
							71400	Contrat de service (Individuel): USD 40,000		
							72100	Contrat de service (Entreprise): USD 3,180		
							74525	Autres charges : USD 9,400		
							75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 2,820		
						IPE/AFRIQUE	71200	Consultant international: USD 138,225	142 500	71 250 000
							75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 4,275		
						Gouvernement du Mali	74500	Autres charges : USD 79,540	82 000	41 000 000
75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 2,460									
4.3. Formations et renforcement des capacités du personnel et des Experts					MEADD	PNUD	74500	Autres charges : USD 13,000	15 000	7 500 000
							75100	Frais d'Appui/de Gestion : USD 2,000		
TOTAL 4								333 500	166 750 000	
TOTAL								816 900	408 450 000	

Tableau de répartition des sources financement

DORNOR/PARTNER (Funding Source)	Budget initial	budget révisé	Ajustements (+/-)
PNUD/TRAC (04000)	300 000	300 000	-
IPE/AFRIQUE (30000)	400 000	352 900	- 47 100
Gouvernement du Mali	200 000	164 000	- 36 000
TOTAUX	900 000	816 900	- 83 100

ANNEXE 3 : PLAN DE TRAVAIL ANNUEL 2015 (VERSION REVISEE 2)

Produit 1: les capacités institutionnelles pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques et stratégies nationales de développement sont renforcées en appui à la durabilité environnementale pro-pauvre.

Principales activités prévues	Chronogramme				Partie responsable	Budget				
	Q1	Q2	Q3	Q4		Source de financement	code de compte	Description du budget	Montant du budget (USD)	Montant du budget (FCFA)
1.1 Appui technique et méthodologique au Ministère en charge de la planification, de l'Economie et des Finances, de l'Environnement et aux Collectivités Territoriales pour l'intégration des liens pauvreté-Environnement dans les objectifs de planification à moyen et long terme										
1.1.1 Restitution et utilisation des études économiques de la phase actuelle de l'IPE/Mali (Etude économique de l'environnement, RDPE, Etude riz etc.) à des fins de renforcement des capacités de l'Administration nationale, des PDSEC et du secteur privé pour l'intégration des liens P-E.					MEADD	IPE/AFRIQUE	71300	Consultant National : 4800 USD	19 700	9 850 000
							71600	Voyage : 2000 USD		
							72200	Equipment & Furniture: 5589 USD		
							72500	Fournitures : 4 126 USD		
							74200	Coûts de production et d'impression : 1 285 USD		
							74500	Autres charges : 1 309 USD		
1.1.3 Appui technique à la mise en œuvre et au suivi du verdissement du CSCRP (2012-2017).					MEADD	PNUD	74500	Autres charges : 4 850 USD	5 000	2 500 000
							75100	Frais d'Appui/de Gestion : 150 USD		
1.1.4 Renforcement des capacités des Collectivités, des services techniques locaux à mieux verdir les plans et budgets locaux de développement.					MEADD	IPE/AFRIQUE	71300	Consultant National : 7000 USD	19 300	9 650 000
							71600	Voyage : 3000 USD		
							73400	Entretien d'autres Equi: 752 USD		
							72200	Equipment & Furniture: 6848 USD		
							74500	Autres charges : 1 121 USD		
1.1.6 Evaluation Environnementale Stratégique (EES) du secteur Energie.					MEADD	IPE/AFRIQUE	71300	Consultant National: 14400 USD	30 800	15 400 000
							71600	Voyage : 4400 USD		
							72200	Equipment & Furniture : 10000 USD		
							74500	Autres charges : 1 076 USD		
1.1.7 Evaluation Environnementale et Stratégique (EES) de la Politique de Développement Agricole (PDA) du Mali.					MEADD	IPE/AFRIQUE	71300	Consultant National: 14400 USD	30 300	15 150 000
							71600	Voyage : 4400 USD		
							72200	Equipment & Furniture :10000 USD		
							74500	Autres charges : 591 USD		
1.1.8 Renforcement des capacités des comptables nationaux et des autres parties prenantes en matière de comptabilité environnementale pour mieux améliorer la contribution des ressources naturelles et environnementales au PIB.					MEADD	IPE/AFRIQUE	71300	Consultant National : 9600 USD	20 400	10 200 000
							72200	Equipment & Furniture : 10000 USD		
							74500	Autres charges : 188 USD		
							75100	Frais d'Appui/de Gestion : 612 USD		

1.1.9 Appui a l'elaboration du rapport sur l'etat de l'environnement au Mali				MEADD	PNUD	71300	Consultant National: 9600 USD	24 600	12 300 000
						72200	Equipment & Furniture : 10000 USD		
						74500	Autres charges : 4 262 USD		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : 738 USD		
1.1.10 Analyse économique du développement du secteur minier et des défis de la préservation de l'environnement et des ressources naturelles dans le secteur.				MEADD	IPE/AFRIQUE	71200	Consultant International : 25000 USD	48 800	24 400 000
						71300	Consultant National: 8000 USD		
						71600	Voyage : 4000 USD		
						72200	Equipment & Furniture :10000 USD		
						74500	Autres charges : 336 USD		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion :1 464 USD		
1.1.14 Evaluation économique du coût de la dégradation de l'environnement et des bénéfices liés à la gestion durable des ressources naturelles en tant que composante clé de lutte contre la pauvreté au Mali				MEADD	PNUD	71200	Consultant International : 25000 USD	59 200	29 600 000
						71300	Consultant National: 18 000 USD		
						71600	Voyage : 4000 USD		
						72200	Equipment & Furniture : 10000 USD		
						74500	Autres charges : 424 USD		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : 1 776 USD		
TOTAL PRODUIT 1								258 100	129 050 000
Produit 2: Les mécanismes de planification et d'allocation budgétaires ainsi que les cadres de dépenses publiques sont améliorés/institutionnalisés pour une meilleure intégration des objectifs pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans les politiques nationales et sectorielles aux fins d'une croissance économique durable pro-pauvre.									
2.1. Renforcement des capacités institutionnelles et individuelles pour l'amélioration des processus de planification et de budgétisation en faveur de la durabilité environnementale pro-pauvre									
2.1.2 Appui à l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat du MEADD.				MEADD	IPE/AFRIQUE	71300	Consultant National : 9000 USD	20 000	10 000 000
						72200	Equipment & Furniture : 10000 USD		
						74500	Autres charges : 400 USD		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : 600 USD		
2.1.3 Elaboration et diffusion d'un guide méthodologique de planification et de budgétisation en faveur de la durabilité environnementale au niveau national et local.				MEADD	IPE/AFRIQUE	71300	Consultant National : 12000 USD	28 000	14 000 000
						71600	Voyage :5000 USD		

						72200	Equipment & Furniture : 9 000 USD		
						74500	Autres charges : 1 160 USD		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : 840 USD		
2.1.5. Appui technique à l'institutionnalisation des outils économiques (revue des dépenses publiques sectorielles, revues budgétaires, analyses économique-environnementales etc.), pour une meilleure allocation des ressources budgétaires en faveur d'une utilisation rationnelle des RN pour l'économie.				MEADD	IPE/AFRIQUE	71300	Consultant National: 14400 USD	30 400	15 200 000
						71600	Voyage : 5000 USD		
						72200	Equipment & Furniture : 8 000 USD		
						74500	Autres charges : 2 088 USD		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : 912 USD		
2.2. Développement des capacités nationales pour une meilleure prise en compte du Changement Climatique (adaptation et atténuation) dans les processus de planification et de budgétisation aux niveaux national et local.									
2.2.1 Elaboration et diffusion d'un guide méthodologique ou note d'orientation pour l'intégration de la dimension "changement climatique" dans les politiques de développement au Mali.				MEADD	IPE/AFRIQUE	71300	Consultant National: 9600 USD	24 600	12 300 000
						71600	Voyage : 4400 USD		
						72200	Equipment & Furniture : 8 USD		
						74500	Autres charges : 1862 USD		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : 738 USD		
2.2.3 Appui aux Collectivités Territoriales pour la prise en compte du changement climatique dans les PDESC : cas de quelques communes.				MEADD	PNUD	71600	Voyage : 33600 USD	54 600	27 300 000
						72200	Equipment & Furniture :15000 USD		
						74500	Autres charges :4362 USD		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : 1638 USD		
2.2.4 Atelier de formation de l'intégration du genre à Dakar				MEADD	PNUD	71600	Voyage : 14000 USD	15 400	7 700 000
						74500	Autres charges : 1 400 USD		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : 938 USD		
2.2.5 Atelier de restitution de la formation conjointe de l'IPE (PNUD/PNUe) et de l'IDEP sur le genre avec un accent sur l'environnement, les ressources naturelles et le climat tenu à Dakar				MEADD	PNUD	72200	Equipment & Furniture : 5000 USD	6 000	3 000 000
						74500	Autres charges : 820 USD		

						75100	Frais d'Appui/de Gestion : 180 USD		
TOTAL PRODUIT 2								179 000	89 500 000
Produit 3: Les cadres de dialogue et d'échanges sur les outils et approches IPE sont renforcés pour une utilisation massive des produits IPE et pour fin de partenariat et de coopération Sud Sud.									
3.1. Organisation des échanges inter-pays, projets et programmes sur les expériences et leçons apprises pour fin de partenariat et de coopération Sus-Sud.									
3.1.3 Reunion regionale Afrique du PEI				MEADD	IPE/AFRIQUE	71600	Voyage : 18000 USD	21 000	10 500 000
						74500	Autres charges : 2370 USD		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : 630USD		
3.2. Réalisation de produits communicationnels (films documentaires, CD Roms, fiches synthèses, photographie, posters, etc..) sur les liens pauvreté et environnement, le changement climatique, la comptabilité du capital naturel, le genre et la stratégie de leur intégration dans les politiques de développement.									
3.2.1 Organisation des tables rondes et de débats radio-télévisés sur l'approche méthodologique, la stratégie, les résultats et leçons apprises pour accroître la visibilité de l'IPE/Mali.				MEADD	PNUD	74205	Productions audio visuelles : 6 000 USD	7 000	3 500 000
						74500	Autres charges : 790 USD		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : 210 USD		
TOTAL PRODUIT 3								28 000	14 000 000
Produit 4 .Le mécanisme de coordination et de gestion du projet est mis en place									
4.1. Mettre en place un mécanisme de coordination et de gestion du projet									
4.1.2. gestion de la cellule de coordination				MEADD	PNUD	71300	Consultant National: 6000 USD	122 200	61 100 000
						71400	Contrat de service (Individuel): 57600 USD		
						72100	Contrat de service (Entreprise): 11600 USD		
						72220	Mobilier de bureau: 3000 USD		
						72420	Frais de téléphone fixe: 2400 USD		
						72440	Connexion internet: 5000 USD		
						72810	Acquisition de logiciel informatique: 14000 USD		
						73120	Eau, électricité, assainissement: 6000 USD		
						73305	Achat et maintenance de matériel informatique: 7000 USD		
						73410	Opérations / Maintenance des équipements de transport: 3600 USD		
						74505	Assurance: 1000 USD		
						74500	Autres charges : 1 334 USD		
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : 3 666 USD		

					IPE/AFRIQUE	71200	Consultant international: 59600 USD	59 600	29 800 000
					Gouvernement du Mali	72505	Fournitures de bureau: 20000 USD	164 000	82 000 000
				73400		Entretien batiment: 40000 USD			
				73410		Maintenance des équipements de transport : 14000 USD			
				74210		Impressions et publications : 68 280 USD			
				74500		Autres charges : 16800 USD			
				75100		Frais d'Appui/de Gestion : 4920 USD			
4.1.3. Formations et renforcement des capacités du personnel et des Experts				MEADD	PNUD	74500	Autres charges : 5820 USD	6 000	3 000 000
						75100	Frais d'Appui/de Gestion : 180 USD		
TOTAL PRODUIT 4								351 800	175 900 000
TOTAL GENERAL (P1+P2+P3+P4)								816 900	408 450 000

DORNOR/PARTNER (Founding Source)	Montant du budget (USD)	Montant du budget (FCFA)	%
PNUD/TRAC (04000)	300 000	150 000 000	37
IPE/AFRIQUE (30000)	352 900	176 450 000	43
Gouvernement du Mali	164 000	82 000 000	20
TOTAUX	816 900	408 450 000	100

ANNEXE 4: MATRICE DE RAPPORTAGE (ANNEXE A LA SECTION NARRATIVE)

ATLAS AWARD NO:	PNUD/TRAC (04000)	MLI10/00046427/00040874	Rapport de :	1 janvier 2015	à:	31 décembre 2015
	IPE/AFRIQUE (30000)	UNDP1/00075132/00088621				
	Gouvernement du Mali	MLI10/00046427/00040874				
TITLE	[Projet Initiative Pauvreté - Environnement (IPE)/Mali]					

<i>Énoncé d'impact</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Point de Repère</i>	<i>Objectif</i>
Renforcement des capacités institutionnelles pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques et stratégies nationales de développement en appui à la durabilité environnementale pro-pauvre.	Nombre de décideurs qui ont sollicité de façon autonome les produits IPE pour leurs activités	100	Volonté politique de l'Etat renouvelée pour la consolidation du cadre institutionnel national.
	Nombre de politiques, plans et programmes qui ont intégré les liens P-E de façon adéquate	10	
	Nombre de dispositions légales prises pour l'institutionnalisation des produits IPE.	1	
	Nombre de champions IPE actifs par secteur.	2	
	Nombre d'axes UNDAF/CPD qui ont intégré les liens pauvreté-environnement	30%	
	Nombre Politiques nationales/sectorielles/plans ayant intégré la dimension genre de façon substantielle.	2	
	Nombre Collectivités locales outillées pour l'intégration des liens P-E, les changements climatiques et le genre dans leurs plans de développement local et budgets	0	
Amélioration et institutionnalisation des mécanismes de planification et d'allocation budgétaires ainsi que des cadres de dépenses publiques pour une meilleure intégration des objectifs pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans les politiques nationales et sectoriels aux fins d'une croissance économique durable pro-pauvre.	Taux d'allocation budgétaire pour le secteur de l'environnement	1%	Le gouvernement et les bailleurs de fonds soutiennent les nouveaux arrangements techniques et juridiques d'allocation budgétaire qui seront initiés en appui à l'intégration des liens P-E dans les budgets au niveau national et au niveau secteurs
	Taux d'allocations budgétaires pour la durabilité environnementale par secteur.	0	
	Nombre de secteurs qui utilisent l'approche bénéfices-coûts en tant que mécanisme régulier d'appui à leurs activités	0	
	Nombre de noyaux d'experts opérationnels pour l'utilisation des outils économiques pour l'environnement	2	
Renforcement des cadres de dialogue et	% des recommandations issues des voyages d'études mises en	10%	l'action du projet bénéficie

<i>Énoncé d'impact</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Point de Repère</i>	<i>Objectif</i>
d'échanges sur les outils et approches IPE pour une utilisation massive des produits IPE et pour fin de partenariat et de coopération Sud Sud	œuvre		d'un soutien fort des acteurs de la communication et de la presse au niveau national et du PNUD dans le cadre des négociations pour les échanges inter-pays.
	Nombre de journalistes impliqués.	30	

<i>Produit1</i>	<i>Indicateurs</i>	<i>Point de Repère</i>	<i>Objectif</i>
Les capacités institutionnelles pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques et stratégies nationales de développement sont renforcées en appui à la durabilité environnementale pro-pauvre	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de décideurs qui ont sollicité de façon autonome les produits IPE pour leurs activités 	100	120
	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de politiques, plans et programmes qui ont intégré les liens P-E de façon adéquate 	10	10
	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de dispositions légales prises pour l'institutionnalisation des produits IPE. 	1	2
	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de champions IPE actifs par secteur. 	2	5
	<ul style="list-style-type: none"> • Axes UNDAF/CPD qui ont intégré les liens pauvreté-environnement 	30%	100%
	<ul style="list-style-type: none"> • Politiques nationales/sectorielles/plans ayant intégré la dimension genre de façon substantielle. 	2	5
	<ul style="list-style-type: none"> • Collectivités locales outillées pour l'intégration des liens P-E, les changements climatiques et le genre dans leurs plans de développement local et budgets 	0	5

Produit1	Indicateurs	Point de Repère	Objectif
Les capacités institutionnelles pour l'intégration des liens pauvreté-environnement dans les politiques et stratégies nationales de développement sont renforcées en appui à la durabilité environnementale pro-pauvre	1. Nombre de décideurs qui ont sollicité de façon autonome les produits IPE pour leurs activités	100	Année 1:30 Année 2:50 Année3:80 Année4:120
	2. Nombre de politiques, plans et programmes qui ont intégré les liens P-E de façon adéquate	10	Année 1:06 Année2:06 Année3:10 Année4:10
	3. Nombre de dispositions légales prises pour l'institutionnalisation des produits IPE.	1	Année1:1 Année2:1 Année3:2 Année4:2
	4. Nombre de champions IPE actifs par secteur.	2	Année1:2 Année2:4 Année3:4 Année4:5
	5. nombre d'axes UNDAF/CPD qui ont intégré les liens pauvreté-environnement	1/3(30%)	Année1:60% Année2:- Année3:- Année4:-
	6. nombre de Politiques nationales/sectorielles/plans ayant intégré la dimension genre de façon substantielle.	2	Année1:2 Année2:4 Année3:4 Année4:5
	7. nombre de Collectivités locales outillées pour l'intégration des liens P-E, les changements climatiques et le genre dans leurs plans de développement local et	0	Année1:2 Année2:4

	budgets		Année3:4 Année 4:5
--	---------	--	-----------------------

Description des résultats en termes de produits en relation avec les indicateurs et les résultats à partir des activités entreprises	Information quantitative sur les résultats obtenus pendant la période de rapportage en rapport avec les indicateurs et les points de repère	Niveau de réalisation des produits (cocher une fenêtre)						
<p>Au terme de l'année 2015, les activités entreprises par le projet IPE-Mali relatives à ce produit ont donné les effets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 28 décideurs, principalement des autorités locales (maires et élus locaux) ont sollicité les produits de l'IPE sur une prévision de 30 - le Cadre Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté du Mali, principal outil d'orientation stratégique en relecture a intégré les liens P-E <p>Les activités suivantes ont été mises en œuvre :</p> <p>Activité 1 : Restitution et utilisation des études économiques de la phase actuelle de l'IPE/Mali (étude économique de l'environnement, RDPE, étude sur le riz, etc.) à des fins de renforcement des capacités de l'Administration nationale , des PDSEC et du secteur privé pour l'intégration des liens P-E.</p> <p>L'objectif général est de renforcer les capacités des acteurs aux niveaux national et décentralisé en termes non seulement d'information et de sensibilisation sur le projet Initiative Pauvreté et Environnement mais aussi et, surtout pour l'utilisation des acquis et l'appropriation des résultats de certaines études stratégiques par l'administration, les collectivités territoriales et le secteur privé. Ces études ont été réalisées en 2011 mais compte tenu de leur importance et du fait que les résultats qui en sont issus, sont toujours d'actualité, leur restitution aux acteurs concernés était nécessaire.</p> <p>Dans le souci d'atteindre le plus grand nombre d'acteurs possible, ces ateliers de restitution ont été organisés au niveau national dans le District de Bamako et dans la région de Ségou pour une large diffusion des résultats.</p>	<p>Rapport des réunions et listes des participants disponibles</p>	<table border="1"> <tr> <td style="background-color: green; text-align: center; color: white;">X</td> <td>Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: yellow;"></td> <td>Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie</td> </tr> <tr> <td style="background-color: red;"></td> <td>Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions</td> </tr> </table>	X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.		Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie		Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions
X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.							
	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie							
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions							

<p>des liens P-E, les changements climatiques et le genre dans les plans de développement local et les budgets, IPE-Mali a organisé un atelier de renforcement des capacités des collectivités territoriales et des services techniques locaux à mieux verdir les plans et budgets locaux de développement ». Cet atelier s'est déroulé pendant trois (3) jours (du 20 au 22 mai 2015) à Bamako dans la salle de réunion du projet IPE-Mali, sous la présidence de Monsieur Souleymane CISSE, Conseiller Technique, représentant le Ministre de l'Environnement, l'Assainissement et du Développement Durable (MEADD). L'objectif général visait par cette session de formation était de renforcer les capacités des élus et des agents des services techniques locaux pour un verdissement des plans et budgets locaux de développement. Trois (03) consultants (Dr Dramane Lassana TRAORE, spécialisé en économie publique, Mr Adboul Karim DIAMOUTENE et IssoufouSoumaïla MOLAYE, experts en économie de l'environnement) ont été recrutés pour la circonstance. Cet atelier de renforcement des capacités a regroupé soixante (60) participants dont 39 hommes et 21 femmes représentants des Directions nationales des départements ministériels impliqués dans la gestion durable de l'Environnement; des Partenaires Techniques et Financiers; des élus locaux; des ONG et société civile. Le rapport de formation et la liste des participants sont disponibles.</p> <p>Activité 4 : Evaluation Environnementale Stratégique (EES) du secteur de l'énergie.</p> <p>Pour augmenter le nombre d'outils d'aide à la décision pour l'utilisation des produits IPE dans les activités quotidiennes, un consultant national (M. Seydou N'Dji BOUARE, Expert national en Evaluation Environnementale) a été commis pour réaliser « l'Evaluation Environnementale Stratégique (EES) du secteur de l'énergie».</p> <p>Les objectifs spécifiques recherchés sont à travers cette évaluation sont de:</p> <ul style="list-style-type: none"> - développer une vision commune des risques environnementaux et sociaux liés au secteur de l'énergie, à travers une analyse des cadres institutionnel, législatif et réglementaire dudit secteur; - favoriser le développement de structures de discussion et de concertation entre les acteurs clés pour l'intégration des questions pauvreté-environnement dans les stratégies et programmes existants ; 	<p>Rapport final disponible</p>	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="background-color: #008000; color: white; text-align: center; width: 30px;">X</td> <td style="padding: 5px;">Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FFD700; text-align: center;"> </td> <td style="padding: 5px;">Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FF0000; text-align: center;"> </td> <td style="padding: 5px;">Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions</td> </tr> </table>	X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.		Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie		Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions
X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.							
	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie							
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions							

<ul style="list-style-type: none"> - analyser les capacités techniques et institutionnelles des structures (publiques, parapubliques, associatives, ONG, population, etc.) en vue de corriger les faiblesses et relever les défis liés au programme global de relance économique, en particulier dans le secteur de l'énergie ; - assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et contribuer à l'intégration des considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption des politiques, plans et programmes du secteur de l'énergie. <p>Le rapport de cette étude a fait l'objet d'une réunion du Comité d'Experts Technique le 13 août 2015 et en atelier de validation tenu le 7 septembre 2015.</p> <p>La version finale est de l'EES du secteur de l'énergie est disponible et fera l'objet d'une diffusion pour l'année 2016 auprès des décideurs et autres acteurs pertinents.</p> <p>Activité 5 : Evaluation Environnementale et Stratégique (EES) de la Politique de Développement Agricole (PDA) du Mali.</p> <p>Pour d'accroître le nombre d'outils d'aide à la décision et l'utilisation des produits IPE, M. Gaoussou dit Emile DEMBELE, Ingénieur d'Agriculture et du Génie Rural (consultant national) a été recruté pour la réalisation de « l'Evaluation Environnementale Stratégique (EES) de la Politique de Développement Agricole du Mali (PDA) ». L'objectif de cette évaluation est de définir les mesures nécessaires pour favoriser le développement écologiquement durable et socialement équitable du secteur du développement rural à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification et l'accroissement de l'attention sur les préoccupations environnementales et sociales autour de la politique de développement agricole; - le renforcement des outils de gestion environnementale et sociale dans le secteur; - l'amélioration de la redevabilité sociale en rendant le développement agricole plus transparent ; - le renforcement des capacités du secteur du développement rural en matière de gestion des risques environnementaux et sociaux liés à la politique de développement agricole. <p>Les objectifs spécifiques de l'EES de la PDA consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assurer un niveau élevé de protection de l'environnement ; - contribuer à l'intégration des considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption de certains plans et programmes; 	<p>Rapport final disponible</p>	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 30px; height: 50px; background-color: green; text-align: center; color: white; font-weight: bold;">X</td> <td style="padding: 5px;">Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td style="width: 30px; height: 50px; background-color: yellow;"></td> <td style="padding: 5px;">Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie</td> </tr> <tr> <td style="width: 30px; height: 50px; background-color: red;"></td> <td style="padding: 5px;">Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions</td> </tr> <tr> <td style="width: 30px; height: 50px;"></td> <td style="padding: 5px;"></td> </tr> </table>	X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.		Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie		Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions		
X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.									
	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie									
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions									

<ul style="list-style-type: none"> - développer une vision commune des risques environnementaux et sociaux liés à la mise en œuvre de la politique de développement agricole, à travers une analyse des cadres institutionnel, législatif et réglementaire du secteur de l'agriculture; - favoriser le développement de structures de discussion et de concertation entre les acteurs clés par l'intégration des questions pauvreté-environnement dans les stratégies et programmes existants ; - analyser les capacités techniques et institutionnelles des structures (publiques, parapubliques, associatives, ONG, population, etc.) en vue de corriger les faiblesses et relever les défis liés au programme global de relance économique, en particulier dans le secteur du développement rural. <p>La version finale du rapport d'EES de la Politique de Développement Agricole est disponible et fera l'objet d'une diffusion pour l'année 2016 auprès des décideurs et autres acteurs pertinents.</p> <p>Activité 6 : Renforcement des capacités des comptables nationaux et des autres parties prenantes en matière de comptabilité environnementale pour mieux améliorer la contribution des ressources naturelles et environnementales au PIB. Pour mettre à la disposition des acteurs des outils d'aide à la décision et accroître le nombre de décideurs qui sollicitent de façon autonome les produits IPE pour leurs activités, «un plan de renforcement des capacités des comptables nationaux en comptabilité environnementale au Mali » a été réalisé par Mme DIARRA Zeïnabou N'DIAYE, Expert-comptable. De façon spécifique, ce plan de renforcement de capacité à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier et caractériser les fonctions socioculturelles, économiques et écologiques du secteur de l'environnement et analyser leurs implications sur la réduction de la pauvreté ; - évaluer la contribution du secteur de l'environnement à l'économie familiale en milieu rural (chasse, cueillette, carbonisation, exploitation du bois, etc.) et sa part dans la réduction de la pauvreté ; - évaluer la contribution du secteur de l'environnement à la création d'emplois, à l'accroissement des ressources financières du pays, à l'augmentation de la croissance économique par l'exploitation durable et soutenue des ressources naturelles et son impact sur la composition du produit intérieur brut (PIB) ; 	<p>Rapport final disponible</p>	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 20px; height: 40px; background-color: green; text-align: center; color: white; font-weight: bold;">X</td> <td>Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td style="width: 20px; height: 40px; background-color: yellow;"></td> <td>Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie</td> </tr> <tr> <td style="width: 20px; height: 40px; background-color: red;"></td> <td>Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions</td> </tr> </table>	X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.		Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie		Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions
X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.							
	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie							
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions							

<p>Pour promouvoir les prises de décision connaissance de cause, l'IPE-Mali a initié la réalisation d'une « évaluation économique du coût de la dégradation de l'environnement et des bénéfices liés à la gestion durable des ressources naturelles en tant que composante clé de lutte contre la pauvreté au Mali ». Les objectifs spécifiques de ladite étude sont entre autres:</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier et faire la revue de l'analyse et des résultats/ conclusions existants sur les liens entre la pauvreté et l'utilisation des ressources naturelles au Mali ; - identifier les liens entre la pauvreté (y compris le développement plus large) et l'environnement dans le secteur de l'agriculture; - identifier les liens entre la pauvreté et l'environnement dans un district du Mali, y compris à un niveau désagrégé par ménage et genre. <p>Les consultants nationaux sont recrutés alors que le recrutement du consultant international est en cours.</p> <p>Activité 9 : Appui à l'élaboration du rapport sur l'état de l'environnement au Mali 2012- 2014</p> <p>Afin de faciliter les prises de décisions sur la base d'informations et de données fiables et actuelles, le projet IPE-Mali avec l'accord du PNUD et du PNUE a apporté un appui l'AEDD pour la réalisation du « Rapport sur l'Etat de l'Environnement au Mali sur la période 2012 - 2014 » (REE 2012 -2014). Les objectifs spécifiques visés sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • donner l'évolution des principales composantes de l'environnement de 2012 à 2014 (végétation, terres, eau, air, énergie, biodiversité, établissements humains et cadre de vie) et les pressions exercées avec des indicateurs pertinents; • faire un état des lieux de la gouvernance environnementale tout en faisant une analyse critique sur les différents aspects ; • faire des recommandations pertinentes pour améliorer la gestion des ressources naturelles et du cadre vie de population par secteur. • appuyer le processus d'élaboration de rapports périodiques en vue de la contribution à la production du rapport sur l'Avenir de l'Environnement en Afrique et au niveau mondial. <p>Le rapport provisoire du REE 2012 - 2014 a fait l'objet de contributions et d'observations par le Comité d'Experts Technique (CET) le 24 novembre 2015. Il a été examiné par les membres du Comité de validation le 16 décembre 2015. Le</p>	<p>Rapport final disponible</p>	<table border="1"> <tr> <td style="background-color: #008000; color: white; text-align: center;">X</td> <td>Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FFD700;"></td> <td>Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FF0000;"></td> <td>Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement.</td> </tr> </table>	X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.		Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie		Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement.
X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.							
	Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie							
	Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement.							

rapport final validé est disponible.		
--------------------------------------	--	--

Activités programmées	Budget Annuel (FCFA)	Période Exp	Total Cul. Exp. (FCFA)	Montant dépensé (%)	Description du progrès accompli	Explication pour les activités planifiées non réalisées	Commentaires/ Observations
Restitution et utilisation des études économiques de la phase actuelle de l'IPE/Mali (Etude économique de l'environnement, RDPE, étude sur le riz, etc.) à des fins de renforcement des capacités de l'administration nationale, des collectivités territoriales et du secteur privé pour l'intégration des liens P-E.	9 850 000	11 024 255	11 024 255	111	Rapports de réunions et liste de participants disponibles		
Appui technique à la mise en œuvre et au suivi du verdissement du CSCR (2012-2017).	2 500 000	10 640 000	10 640 000	425	Letter d'invitation disponible		
Renforcement des capacités des collectivités territoriales et des services techniques locaux à mieux verdir les plans et budgets locaux de développement.	9 650 000	6 777 250	6 777 250	70	Rapport de formation et liste de participants sont disponibles		
Evaluation Environnementale	15 400 000	12 577 375	12 577 375	81	Rapport final disponible		

Activités programmées	Budget Annuel(FCFA)	PériodeExp	Total Cul. Exp. (FCFA)	Montant dépensé(%)	Description du progrès accompli	Explication pour les activités planifiées non réalisées	Commentaires/ Observations
Stratégique (EES) du secteur de l'énergie.							
Evaluation Environnementale et Stratégique (EES) de la Politique de Développement Agricole (PDA) du Mali.	15 150 000	13 416 050	13 416 050	88	Rapport final disponible		
Renforcement des capacités des comptables nationaux et des autres parties prenantes en matière de comptabilité environnementale pour améliorer la contribution des ressources naturelles et environnementales au PIB.	10 200 000	8 914 425	8 914 425	87	Rapport final disponible		
Analyse économique du développement du secteur minier et des défis de la préservation de l'environnement et des ressources naturelles dans le secteur.	24 400 000	13 706 400	13 706 400	56	Rapport final disponible		
Evaluation économique du coût de la dégradation de l'environnement et des bénéfices liés à la gestion durable des ressources naturelles en tant que composante clé de lutte contre la pauvreté au Mali	29 600 000	5 202 000	5 202 000	17	TDR disponibles et recrutement du consultant international en cours		
Appui à l'élaboration du rapport sur l'état de l'environnement au Mali	12 300 000	12 428 500	12 428 500	101	Rapport final disponible		

Produit2	Indicateurs	Point de Repère	Objectif								
<p>Les mécanismes de planification et d'allocation budgétaires ainsi que les cadres de dépenses publiques sont améliorés/institutionnalisés pour une meilleure intégration des objectifs pauvreté-environnement, des changements climatiques et du genre dans les politiques macroéconomiques et sectorielles pour une croissance économique durable pro-pauvre</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'allocation budgétaire pour le secteur de l'environnement. - Taux d'allocations budgétaires pour la durabilité environnementale par secteur. - Nombre de secteurs qui utilisent l'approche bénéfices-coûts en tant que mécanisme régulier d'appui à leurs activités - Nombre de noyaux d'experts opérationnels pour l'utilisation des outils économiques pour l'environnement 	<p>1%</p> <p>0</p> <p>0</p> <p>2</p>	<p>Année 1: 2% Année 2:4% Année3:6% Année4:8%</p> <p>Année 1:2 Année2:4 Année3:4 Année4:5</p> <p>Année1:2 Année2:4 Année3:4 Année4:5</p> <p>Année1:2 Année2:4 Année3:4 Année4:5</p>								
<p>Description des résultats en termes de produits en relation avec les indicateurs et les résultats à partir des activités entreprises</p>		<p>Information quantitative sur les résultats obtenus pendant la période de rapportage en rapport avec les indicateurs et les points de repère</p>	<p>Niveau de réalisation des produits (cocher une fenêtre)</p>								
<p>Par rapport au produit 2, le projet IPE-Mali a enregistré des effets considérables au cours de cette année 2015 parmi lesquels il faut surtout retenir une :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une augmentation du taux d'allocation budgétaire de 12, 78 % par rapport à 2014 sur une prévision de 2% et de 20,67% en 2016 par rapport à 2015 ; • la consolidation d'un noyau d'experts opérationnels pour l'utilisation des outils économiques pour l'environnement sur une prévision de 2. <p>Activité 10 : Appui à l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat du MEADD.</p>		<p>Document final du CDMT 2016-2018 disponible</p>	<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="background-color: #008000; color: white; text-align: center; width: 20px;">X</td> <td>Plinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FFD700;"></td> <td>Partiellement réalisé ou presque atteint.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FF0000;"></td> <td>Très probablement sur la voie</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #800000;"></td> <td>Faible réalisation</td> </tr> </table>	X	Plinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.		Partiellement réalisé ou presque atteint.		Très probablement sur la voie		Faible réalisation
X	Plinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.										
	Partiellement réalisé ou presque atteint.										
	Très probablement sur la voie										
	Faible réalisation										

<p>Pour augmenter le taux d'allocations budgétaires pour la durabilité environnementale par secteur, IPE-Mali a fait un appui à la Cellule de Planification Statistique (CPS) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat par la mise à disposition de deux(2) consultants nationaux (M. Bamoussa KONE, Planificateur spécialiste en gestion et M. Amidou TRAORE, Environnementaliste) pour les appuyer dans la formulation et la budgétisation du CDMT 2016-2018.</p> <p>L'objectif est d'appuyer l'élaboration des prévisions 2016, 2017 et 2018 des programmes du cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat. Deux objectifs spécifiques étaient visés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une analyse diagnostique et la planification des programmes, - une détermination des coûts des activités retenues pendant la période de référence 2016-2018. <p>Des rencontres et des échanges réguliers ont été faits entre les Cadres de la CPS/SEEUDE et de l'IPE-Mali après chaque étape pour s'assurer de l'effectivité des démarches établies au préalable et apporter des améliorations.</p> <p>Le rapport provisoire qui a été présenté le 02 septembre 2015 lors de l'atelier national de validation. L'organisation de l'atelier a été assurée par la CPS en collaboration avec l'IPE-Mali. Les commentaires et observations sur le rapport provisoire ont été pris en charge et intégrés par les consultants après la validation du document.</p> <p>Le document final du CDMT 2016-2018 du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat est disponible à la CPS/SEEUDE et au projet Initiative Pauvreté Environnement-Mali (IPE).</p> <p>Activité 11 : Elaboration d'un guide méthodologique de planification et de budgétisation en faveur de la durabilité environnementale au niveau national et local.</p> <p>Pour augmenter le nombre de noyaux d'experts opérationnels pour l'utilisation des outils économiques, un rapport provisoire déposé par le consultant national (M. Souleymane DEMBELE, Planificateur) sur « l'Elaboration et diffusion d'un guide méthodologique de planification et de budgétisation en faveur de la durabilité environnementale aux niveaux national et local » a été restitué aux membres du CET le 28 août 2015 et validé le mercredi 7 octobre 2015. Les objectifs spécifiques de cet outil méthodologique visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - connaître le système de planification et de budgétisation du Mali ; 	<p>Rapport final disponible</p>	<table border="1"> <tr> <td style="background-color: #008000; color: white; text-align: center; width: 20px;">X</td> <td>Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FFD700;"></td> <td>Partiellement réalisé ou presque atteint.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FFA500;"></td> <td>Très probablement sur la voie</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FF0000;"></td> <td>Faible réalisation.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FF0000;"></td> <td>Faible probabilité d'achèvement.</td> </tr> </table>	X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie		Partiellement réalisé ou presque atteint.		Très probablement sur la voie		Faible réalisation.		Faible probabilité d'achèvement.
X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie											
	Partiellement réalisé ou presque atteint.											
	Très probablement sur la voie											
	Faible réalisation.											
	Faible probabilité d'achèvement.											

<p>changement climatique dans les PDESC : cas de quelques communes.</p> <p>Pour augmenter le taux d’allocations budgétaires du secteur de l’environnementale au niveau décentralisé, le projet a organisé des ateliers de renforcement de capacités à l’attention des Collectivités Territoriales pour la prise en compte du changement climatique dans leurs PDESC. L’objectif de ces ateliers est de contribuer à la résilience des populations face aux effets des changements climatiques à travers le renforcement des capacités des acteurs du développement local pour une meilleure prise en compte des phénomènes du changement climatique dans leurs outils de planification.</p> <p>Ces formations ont été tenues dans quatre (04) communes ainsi qu’il suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Commune de Sido dans le cercle de Bougouni du 26 au 27 novembre 2015 ; - Commune de Djèguena dans le cercle de San du 7 au 8 décembre 2015 ; - Commune de Gouendo dans le Cercle de Baraoueli du 22 au 23 décembre 2015 ; - Commune de Boron, Cercle de Banamba du 28 au 29 décembre 2015. <p>Les rapports de formation et les listes de participants sont disponibles.</p> <p>Activité 16 : Atelier de restitution de la formation conjointe de l’IPE (PNUD/PNUE) et de l’IDEP sur le genre avec un accent sur l’environnement, les ressources naturelles et le climat tenu à Dakar.</p> <p>Pour faciliter la prise en compte du genre dans l’environnement par les décideurs, le projet IPE-Mali a organisé un « Atelier de restitution de la formation conjointe de l’IPE (PNUD/PNUE) et de l’IDEP sur le genre avec un accent sur l’environnement, les ressources naturelles et le climat tenu à Dakar ». Cet atelier a pour objectif est de restituer les résultats de la formation sur le genre, en présence des acteurs cibles facilitant l’intégration de la dimension genre dans le processus d’élaboration des politiques et budgétisation dans le secteur de l’environnement, les ressources naturelles et du changement climatique.</p> <p>Cet atelier qui a eu lieu le 21 décembre 2015 à Bamako, a été animé par la Coordinatrice Nationale du Projet Initiative-Pauvreté Environnement (IPE/Mali), la Chargée genre Unité des secteurs productifs et des infrastructures de la Cellule Technique du CSLP et la représentante de la Direction Nationale de la Promotion des femmes. Le rapport de restitution et la liste des participants sont disponibles.</p>	<p>Rapports de réunion et liste de participants disponibles</p>	<table border="1"> <tr> <td style="background-color: #008000; color: white; text-align: center; width: 30px;">X</td> <td>Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d’achèvement.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FFD700;"></td> <td>Partiellement réalisé ou presque atteint.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FFA500;"></td> <td>Très probablement sur la voie.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FF0000;"></td> <td>Faible réalisation.</td> </tr> <tr> <td style="background-color: #FF0000;"></td> <td>Faible probabilité d’achèvement.</td> </tr> </table>	X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d’achèvement.		Partiellement réalisé ou presque atteint.		Très probablement sur la voie.		Faible réalisation.		Faible probabilité d’achèvement.
X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d’achèvement.											
	Partiellement réalisé ou presque atteint.											
	Très probablement sur la voie.											
	Faible réalisation.											
	Faible probabilité d’achèvement.											

Activitésprogrammées	Budget Annuel (FCFA)	PériodeExp	Total Cul. Exp. (FCFA)	Montant dépensé (%)	Description du progrès accompli	Explication pour les activités planifiées non réalisées	Commentaires /Observations
Appui à l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat du MEADD.	10 000 000	10 025 200	10 025 200	100	Rapport final disponible		
Elaboration et diffusion d'un guide méthodologique de planification et de budgétisation en faveur de la durabilité environnementale au niveau national et local.	14 000 000	9 349 800	9 349 800	66	Rapport final disponible		
Appui technique à l'institutionnalisation des outils économiques (revue des dépenses publiques sectorielles, revues budgétaires, analyses économique-environnementales etc.), pour une meilleure allocation des ressources budgétaires en faveur d'une utilisation rationnelle des RN pour l'économie.	15 200 000	11 311 175	11 311 175	74	Rapport final disponible		
Elaboration et diffusion d'un guide méthodologique ou note d'orientation pour l'intégration de la dimension "changement climatique" dans les politiques de développement au Mali.	12 300 000	10 867 980	10 867 980	88	Rapport final disponible		
Atelier de formation sur l'intégration du genre sur le genre avec un accent sur l'environnement, les ressources naturelles et le climat	7 700 000	1 680 500	1 680 500	21	Ordres de mission disponibles		

Activités programmées	Budget Annuel (FCFA)	Période Exp	Total Cul. Exp. (FCFA)	Montant dépensé (%)	Description du progrès accompli	Explication pour les activités planifiées non réalisées	Commentaires /Observations
Appui aux Collectivités Territoriales pour la prise en compte du changement climatique dans les PDESC : cas de quelques communes.	27 300 000	34 697 980	34 697 980	127	Rapports de formation et listes des participants disponibles		
Atelier de restitution de la formation conjointe de l'IPE (PNUD/PNUE) et de l'IDEP sur le genre avec un accent sur l'environnement, les ressources naturelles et le climat	3 000 000	2 475 500	2 475 500	82	Rapports de restitution et liste de participant disponibles		

œuvre, le projet IPE-Mali a participé à la « Réunion régionale Afrique du PEI » à Kigali au Rwanda du 26 au 31 octobre 2015. La délégation du Mali était composée d'un représentant du PNUD, de l'AEDD, de la DNPD et de deux représentants du projet IPE-Mali.		X	Pleinement réalisé ou de façon très sûre sur la voie d'achèvement.
			Partiellement réalisé ou presque atteint. Très probablement sur la voie d'achèvement
			Faible réalisation. Faible probabilité d'achèvement. Nécessité de révisions

Activités programmées	Budget Annuel (FCFA)	Période Exp	Total Cul. Exp. (FCFA)	Montant dépensé en %	Description du progrès accompli	Explication pour les activités planifiées non réalisées	Commentaires/Observations
Réalisation d'un film documentaire sur les acquis d'IPE-Mali.	3 500 000	6 979 000	6 979 000	199	Film documentaire disponible		
Réunion régionale de l'IPE-Afrique	10 500 000	8 854 740	8 854 740	84	Ordres de missions disponibles Rapport de mission disponible		

ANNEXE 5 : JOURNAL DE RISQUES DU PROJET (REVISIONS DU JOURNAL DE RISQUES ORIGINAL ATTACHE AU PROJET)

La réalisation d'un « Appui à l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat », a eu un impact considérable sur l'augmentation du budget alloué à ce secteur. Ainsi, sur une prévision de 2% en 2014, il est constaté une hausse considérable de 12,78% en 2015 pour une prévision de 20,67% au titre de l'année 2016.

L'implication de tous les acteurs (structures étatiques, les élus, la société civile, les ONG, les personnes ressources, les PTF etc.) intervenant dans le domaine de la préservation de l'environnement a permis au projet IPE-Mali d'atteindre ses objectifs visés en grande partie au titre de cette année 2015.

ANNEXE 6 : JOURNAL DES PROBLEMES(OU DES DIFFICULTES) DU PROJET

Au cours de cette année 2015, aucun problème majeur de type à affecter la mise en œuvre du Projet IPE/Mali n'a été enregistré.

ANNEXE 7 : JOURNAL DES LEÇONS APPRISES

Le point sur les leçons apprises de l'exercice 2015 est un élément essentiel du processus d'amélioration continue du projet. En plus d'être un élément clé d'une saine gestion de la qualité, il donne également l'occasion d'évaluer les nombreuses activités exécutées et d'en tirer des enseignements. Courant 2015 plusieurs leçons ont été apprises. On note :

- Certaines conclusions des études commanditées par l'IPE sont capitalisées dans quelques analyses/évaluations de bailleurs ainsi que dans les activités de communication avec le public. Les demandes spontanées des produits de l'IPE-Mali sont en constante augmentation. Tout cela démontre la pertinence des objectifs et de l'approche de la phase II.
- Des efforts importants ont été faits pour la communication avec une couverture médiatique systématique des activités du projet. L'actualisation et la mise en œuvre de la Stratégie de Communication disponible depuis 2011 permettra d'atteindre d'avantage les cibles et le public. Il s'agira pour l'IPE-Mali qui est à une phase charnière de se positionner davantage comme un partenaire incontournable dans les exercices stratégiques initiés dans les domaines qu'elle couvre.
- L'élargissement des activités de l'IPE aux étudiants et universitaire pour assurer une participation massive du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche. Le partenariat scientifique avec les institutions universitaires est en cours. Il sera renforcé au cours de l'année 2016
- L'appui de l'IPE-Mali au Ministère de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement Durable et à celui de l'Economie et des Finances à travers respectivement l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD) et le Secrétariat Technique de la Cellule Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (ST/CSLP), ainsi qu'à la Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaines de l'Etat (CPS/SEEUDE) a été constant. Il a

permis de renforcer les capacités informationnelles et techniques grâce notamment à des études (REE-2012-2014, SNDD, CSCRP relu, CDMT du SEEUDE) et un soutien à l'organisation de réunions. Compte tenu des sollicitations que ces deux institutions ont faites à l'IPE, on peut dire que le projet est considéré comme un maillon important dans la production de données et d'informations utiles à leurs exercices de planification et de budgétisation respectifs.

- La nécessité de renforcer les capacités des services techniques déconcentrés et des Collectivités Territoriales sur les liens pauvreté environnement et le changement climatique a été démontré surtout par les activités exécutées au niveau des collectivités décentralisées.
- La prise de conscience des populations locales par rapport à la dégradation des ressources naturelles et aux impacts des changements climatiques en relation avec leurs revenus et un engagement des autorités locales à mieux prendre en compte les liens pauvreté-environnement et les changements climatiques dans la planification et la budgétisation au niveau local.
- La collaboration IPE-Mali et acteurs de développement à travers la participation assidue des membres des Comités d'experts technique et de validation des rapports/étude a été très fructueuse et constante au cours de l'année 2015. Cette fidélité est un atout essentiel à renforcer pour soutenir et disséminer les résultats et renforcer l'impact et le consensus autour des produits IPE-Mali.
- Le partenariat IPE-Mali et partenaires techniques et financiers du Mali (Groupe des PTFs environnement et agriculture) n'a pas été très dynamique cette année. Toutefois, la redynamisation de cette collaboration doit être un point central pour IPE-Mali afin de faciliter la pérennité des impacts du projet.
- L'amélioration du système de suivi et de rapportage est incontournable. Il importe de définir dès le premier trimestre de 2016 un mécanisme précis de suivi des progrès et d'évaluation. L'évaluation des impacts nécessitera un suivi (ponctuel après les activités) et physique après une période bien déterminée.

ANNEXE 8 : GENRE

L'équipe du projet IPE-Mali a participé à la formation sur le genre, avec un accent sur l'environnement, les ressources naturelles et le climat, organisée par l'IPE-Afrique à Dakar, durant la période du 08 au 12 juin 2015. La délégation du Mali était composée de cinq représentants dont la Conseillère en Environnement, Chargée de suivi du Projet Pauvreté/Environnement au niveau PNUD, la Coordinatrice Nationale du Projet Initiative-Pauvreté Environnement (IPE/Mali), la Chargée genre Unité des secteurs productifs et des infrastructures, Cellule Technique du CSLP, la représentante de la Direction Nationale de la Promotion de la Femme et la représentante de la Direction Nationale de la Planification du Développement.

La délégation malienne a participé de façon active et constructive avec une présentation faite sur « Expérience malienne sur la manière dont les résultats de l'étude d'intégration des questions genre dans les processus de prise en compte des liens pauvreté-environnement,

ont été utilisés et les défis potentiels qui sont rencontrés dans la prise en compte des recommandations de l'étude.

Suite à cette activité, l'IPE-Mali a organisé une session de restitution de ladite formation en présence des acteurs cibles facilitant l'intégration de la dimension genre dans le processus d'élaboration des politiques et budgétisation dans le secteur de l'environnement, les ressources naturelles et du changement climatique. Ce qui a permis de :

- démontrer les interrelations entre le genre, la gestion durable et l'environnement et des ressources naturelles et la lutte contre la pauvreté;
- partager les approches/outils pour l'élaboration et la planification des politiques sensibles au genre, en particulier dans les domaines de l'environnement, des ressources naturelles et du changement climatique;
- faire des recommandations sur la manière dont le genre peut être mieux pris en compte dans l'approche d'intégration de la pauvreté et de l'environnement au Mali.

ANNEXE 9: DEVELOPPEMENT DES CAPACITES

Dans le cadre du développement des capacités, IPE-Mali a organisé :

❖ un atelier de renforcement des capacités des collectivités territoriales, des services techniques nationaux et des élus locaux à mieux verdir les plans et budgets locaux de développement. Cet atelier a servi de façon spécifique à :

- définir et développer les concepts clés, d'approches et outils tout en expliquant leurs liens avec le principe du développement durable dans le cadre du verdissement des plans et budgets;
- Conduire des exercices pratiques de démonstration et d'internalisation en rapport avec des budgets et plans de développement des collectivités et services techniques locaux du pays ;
- amener les participants à formuler des recommandations au cours de cette formation en lien avec la pauvreté et l'environnement ;
- identifier le rôle de chacun des acteurs dans la concrétisation des recommandations à faire valoir et établir un plan d'action de mise en œuvre.

Cet atelier de renforcement des capacités a regroupé soixante participants dont **39 hommes et 21 femmes** représentant des Directions nationales des départements ministériels impliqués dans la gestion durable de l'Environnement; des Partenaires Techniques et Financiers; des élus locaux ou décideurs politiques; des ONG et de la société civile.

❖ Quatre ateliers de renforcement des capacités des collectivités territoriales pour la prise en compte des changements climatiques dans les Plan de Développement Economique, Social et Culturel (PDESC). De façon spécifique ces sessions de formations ont permis de :

- former les acteurs du développement local sur les notions de base du changement climatique ainsi que ses causes et conséquences au Mali ;
- présenter les meilleures pratiques ou expériences réussies en matière d'adaptation au changement climatique ;
- former les acteurs sur les différents outils d'intégration des changements climatiques dans les PDSEC.

Ces ateliers de renforcement des capacités ont regroupé au total deux cent (200) participants dont **152 hommes et 48 femmes** représentants des Directions nationales des départements ministériels impliqués dans la gestion durable de l'environnement; des parlementaires, des élus locaux; des services techniques déconcentrés, des projets de développement intervenant dans les localités bénéficiaires, des journalistes, des ONG et de la société civile.

ANNEXE 10 : ETAT D'EXECUTION DU BUDGET 2015

Cette partie du rapport fait le point de l'ensemble des ressources utilisées pour la réalisation des activités programmées en 2015, conformément au Plan de Travail Annuel.

Elle comprend trois parties essentielles :

- Les Ressources ;
- Les dépenses ;
- Le taux d'exécution.

NB : afin de faciliter la conversion entre le dollar (USD) et le franc CFA, le taux de change sera de 1 USD = 500 FCFA.

I. LES RESSOURCES FINANCIERES DU PROJET

1.1. Les Ressources financières prévues pour la période 2014 -2017.

Comme indiqué dans le nouveau document de projet, le montant total du financement de cette nouvelle phase du projet s'élève à la somme de 1 800 000 000 FCFA soit 3 600 000USD et repartit comme suit :

- contribution du Gouvernement du Mali : 400 000 000 FCFA soit 800 000 USD ;
- contribution du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) : 600 000 000 FCFA soit 1 200 000 USD;
- contribution du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) : 800 000 000 FCFA soit 1 600 000 USD

Le tableau ci-dessous donne la répartition du budget par contributeur et donne le taux de financement pour chacun.

Tableau 1 : répartition du budget par contributeurs.

Partenaires	Contributions en USD	Contributions en FCFA	%
PNUE - IPE – Afrique	1 600 000	800 000 000	45
PNUD – Mali	1 200 000	600 000 000	33
Gouvernement - Mali	800 000	400 000 000	22
Totaux	3 600 000	1 800 000 000	100

Commentaire : Il ressort de ce tableau que la contribution la plus importante est celle de l'IPE Afrique avec 45 % du budget total de cette nouvelle phase 2014-2017.

1.2. Les Ressources financières prévues pour l'exercice 2015

L'exercice 2015 a été marqué par un programme de travail très ambitieux cf annexe

Des contributions ci-dessus annoncées, il a été alloué au projet IPE/Mali, un budget de 692 900 US\$ soit 346 450 000 FCFA au titre de l'exercice 2015.

Il se répartit comme suit par contributeurs :

- le Gouvernement du Mali : 164 000 US\$ soit 82 000 000 de Francs CFA;
- le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) : 300 000 US\$ soit 150 000 000 de Francs CFA;
- le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) : 352 900 US\$ soit 176 450 000 de Francs CFA.

Le tableau ci-dessous donne la répartition de ce budget par contribution et dégage le taux de financement pour chaque partenaire du projet.

Tableau n°2 : répartition du budget prévu pour l'exercice 2015 par contributeurs

Partenaires	Contributions en US\$	Contributions en FCFA	%
PNUD/TRAC (04000)	300 000	150 000 000	37
IPE/AFRIQUE (30000)	352 900	176 450 000	43
Gouvernement du Mali	164 000	82 000 000	20
Totaux	816 900	408 450 000	100

Commentaire : Il ressort de ce tableau que la contribution la plus importante est celle de l'IPE Afrique avec 43 % du budget total de 2015.

1.3. Les Ressources financières reçues des partenaires techniques et financiers courant l'exercice 2015

Dans le cadre de la mise en œuvre de son PTA 2015, le projet IPE/Mali a bénéficié du PNUD de 3 avances de fonds d'un montant total de 250 348 721 FCFA soit 500 697 US\$ pour mener à bien ses activités.

Les avances de fonds ont été octroyées sur la base d'une demande d'alimentation du compte bancaire sous forme d'avance à justifier, signée par la Coordinatrice et le Directeur National du projet et adressée au Représentant Résident du PNUD.

Le tableau ci-dessous donne la situation des avances reçues par trimestre et par partenaires.

Tableau n° 3 : Situation des avances de fonds par trimestre et par partenaires.

Trimestre	Montants en FCFA	Montants en US\$	Partenaires	Date de reception
1^{er} trimestre	93 750 000	187 500	PNUE	10/02/2015
2^e trimestre	-	-	-	-
3^e trimestre	27 250 000	54 500	PNUE	4/08/2015
	52 750 000	105 500	PNUD	
4^e trimestre	21 598 721	43 197	PNUE	9/11/2015
	55 000 000	110 000	PNUD	

Totaux	250 348 721	500 697	
---------------	--------------------	----------------	--

Commentaire : Au regard de ce tableau nous pouvons constater que le projet n'a reçu aucune avance de fonds courant le deuxième trimestre 2015. Le PNUE a financé les 57 % des avances accordées au projet au titre de l'exercice 2015 pour un montant total de 142 598 721 FCFA soit 285 197 USD. Quant au PNUD, il a financé les 43 % soit 107 750 000 F CFA (215 500 USD).

II. LES DEPENSES ENCOURUES

2.1. Les dépenses encourues sur le financement intérieur (Gouvernement du Mali)

Le financement intérieur est la partie du budget d'État, qui vient en complément des ressources apportées par les partenaires techniques et financiers. Il est considéré comme une contribution au financement conjoint du projet. La dotation budgétaire du Gouvernement du Mali au titre de l'exercice 2015 est de 82 000 000 FCFA.

Cette dotation a été mobilisée à travers l'Agence de l'Environnement et du Développement Durable (AEDD) pour la réalisation des activités suivantes :

- L'appui au fonctionnement de la cellule de coordination ;
- La conception et impression de fiches et dépliants ;
- La réparation et mise à niveau des deux véhicules ;
- La réfection de la cour et la devanture du bâtiment.

2.2. Les dépenses encourues sur le financement extérieur (PNUD – Mali /PNUE - IPE – Afrique)

Le financement extérieur du projet IPE/Mali est assuré par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

La comptabilité en vigueur est une comptabilité de trésorerie qui constate d'un côté les encaissements et de l'autre les décaissements qui ont effectivement eu lieu. Le plan comptable des projets est celui édicté par le logiciel « ATLAS». Il est établi par rapport aux résultats, produits et aux activités. La comptabilité est tenue dans la monnaie dans laquelle l'avance a eu lieu. Il s'agit de la monnaie locale: le Francs CFA.

Toutes les opérations comptables ont été effectuées conformément aux normes comptables applicables dans le manuel de procédure NEX des projets et programmes en exécution nationale au Mali.

Toutes les dépenses effectuées sont conformes au Plan de travail annuel et sont justifiées par des pièces régulières.

Deux modalités de décaissement ont été utilisées par le projet:

- Les débours réalisés directement par le bureau du PNUD: Le montant total des requêtes formulées par le projet pour les paiements directs au niveau PNUD au

profit de tiers pour les biens et services fournis est de 90 271 000 FCFA soit 180 542 USD.

- Les mises à disposition des fonds sous forme d’avance à justifier dans le compte bancaire géré par l’équipe du projet : Le montant mis à disposition au projet à travers son compte bancaire pour le financement des activités programmées s’élève à 250 348 721 FCFA soit 500 697 USD.

Pour justifier ce montant mis à disposition, un formulaire d’autorisation de financement et de certification de dépenses (FACE) a été élaboré par le projet et transmis au PNUD chaque trimestre. Dans ce formulaire, on retrouve la confirmation et l’exactitude de tous les décaissements du projet par activité et par produit.

Les paiements sont effectués par émission de chèques bancaires sur le compte du projet ouvert à la BIM au nom du projet et en numéraires au niveau de la petite caisse.

Toutes les dépenses communiquées par le projet (paiement direct et FACE) doivent être enregistrées par le PNUD dans le logiciel « Atlas » pour produire le rapport combiné des dépenses (CDR). Le CDR 2015 du projet retrace en dollars le total des dépenses effectuées par activité, par ligne budgétaire, par source de décaissement et par source de fonds.

III. Le taux d’exécution

Sur une prévision de 408 450 000 FCFA soit 816 900 USD (Montant inséré dans le PTA révisé 2015) le projet a dépensé un montant total de 422 619 721 FCFA soit 845 239 USD. Le taux d’exécution annuel 2015 est de 103.47 %.

IV. La synthèse de l’exécution budgétaire 2015.

Tableau n° 06 : synthèse de l’exécution budgétaire 2015.

INTITULES D’OPERATIONS		MONTANTS EN USD	MONTANTS EN FCFA
A	Budget de la deuxième phase du projet (2014-2017)	3 600 000	1 800 000 000
	PNUE - IPE – Afrique	1 600 000	800 000 000
	PNUD – Mali	1 200 000	600 000 000
	Gouvernement - Mali	800 000	400 000 000
B	Budget du Plan de Travail annuel 2015	816 900	408 450 000
	PNUD/TRAC (04000)	300 000	150 000 000
	IPE/AFRIQUE (30000)	352 900	176 450 000

	Gouvernement du Mali	164 000	82 000 000
C	Dépenses de l'exercice 2015	845 239	422 619 721
	Financement extérieur (PNUD – Mali /PNUE - IPE – Afrique)	681 239	340 619 721
	Financement intérieur (Gouvernement du Mali)	164 000	82 000 000
D	Taux d'exécution annuel 2015	103.47 %.	